



## SOMMAIRE

|                                 |    |
|---------------------------------|----|
| Le message du Président         | 1  |
| La FSD en 2018                  | 2  |
| Irak                            | 4  |
| Les opérations de la FSD        | 24 |
| Rapport de performance          | 35 |
| Rapport de l'organe de contrôle | 38 |
| États financiers                | 39 |
| L'équipe FSD                    | 47 |
| Donateurs                       | 48 |

## SUMMARY

|                      |    |
|----------------------|----|
| President's Message  | 1  |
| FSD in 2108          | 2  |
| Iraq                 | 4  |
| FSD Operations       | 24 |
| Performance Report   | 35 |
| Auditor's Report     | 38 |
| Financial Statements | 39 |
| FSD Team             | 47 |
| Donors               | 48 |

## COORDONNÉES | CONTACT DETAILS

Avenue Giuseppe-Motta 14b • CH-1202 Geneva  
Phone +41 (0)22 731 14 79  
info@fsd.ch • www.fsd.ch

## COMPTE POSTAL | POSTAL ACCOUNT

17-503036-5

## RÉSEAUX SOCIAUX | SOCIAL MEDIA

 @fsd.ch |  fsd\_\_ch |  @fsd.ch |  FSD

# MESSAGE DU PRÉSIDENT PRESIDENT'S MESSAGE

Des efforts considérables sont déployés depuis plus de vingt ans afin de débarrasser la planète des mines et restes explosifs de guerre. À ce jour, le déminage humanitaire reste pourtant un travail lent, cher, peu technique, demandant beaucoup de main d'œuvre et de surcroît dangereux.

Au cœur de tous ces efforts se tiennent les démineurs: des hommes et des femmes qui travaillent dur, avec discipline et dévouement, souvent dans des conditions difficiles. Ce rapport 2018 leur est dédié. Vous pourrez en rencontrer certains dans les pages suivantes.

Au cours des dernières années, les acteurs du domaine ont beaucoup investi dans la recherche et le développement de machines motorisées de déminage. Il en existe actuellement différents types sur le marché, capables de déterrer des mines ou de les faire exploser par pression. En théorie, une seule de ces machines pourrait accomplir le travail de centaines de démineurs. Dans les faits, ces engins ne peuvent être employés que dans des conditions spécifiques. Les machines ne peuvent en effet pas être utilisées sur le bord des routes, sur les fortes pentes, les petits sentiers ou les maquis épais, autour de grands arbres, sur des terrains mous ou rocaillieux et dans les zones urbaines.

En outre, même les machines les plus massives ne sont pas indestructibles. Certaines résistent à l'explosion de mines antipersonnel, mais aucune ne reste indemne après de grosses explosions comme celles provoquées par le type d'engins explosifs improvisés trouvés en Irak. Posées et cachées par les forces de l'État islamique, ces «mines artisanales» contiennent souvent des charges explosives considérables allant jusqu'à 25 kilos, dont l'impact peut endommager n'importe quel outil mécanique.

Pour éliminer ces explosifs, les démineurs sont généralement contraints d'avoir un contact physique avec la mine. Le laborieux déminage manuel, à l'aide de détecteurs de métal, reste encore la méthode la plus fiable. Les démineurs sont donc les acteurs clés de toute opération de déminage. Ils travaillent sous la supervision d'experts internationaux qui organisent et contrôlent les opérations et accomplissent eux-mêmes les tâches exigeant des compétences particulières, qu'ils ont acquises après de nombreuses années de formation et d'expérience.

Les membres du back-office font aussi intégralement partie de l'équipe: ils transmettent les informations pertinentes aux équipes de déminage, assurent la logistique et sont responsable de la comptabilité et des rapports aux donateurs. Seul un travail mené de concert par des professionnels responsables et bien formés peut mener à des opérations réussies.

Je tiens à remercier nos équipes de tout cœur de leur engagement et de leur travail remarquable.

Considerable efforts have been dedicated over the last twenty years to rid the planet of mines and explosive remnants of war. As of today, humanitarian demining however remains a slow, expensive, low-technology, labour intensive activity and moreover dangerous.

In the centre of all these efforts stand the deminers, hard-working men and women who fulfil their task in often very difficult surroundings, with discipline and engagement. We therefore dedicate this 2018 report to our staff. Meet some of them in the following pages.

In the past years, a good deal of research and development has gone into motorized mechanical mine clearance. Several types of machines are now available on the market, which are able to unearth mines or to force them to explode under pressure. Such a single mechanical mine clearance machine could theoretically work faster than hundreds of deminers. In fact, these machines can only be employed in extremely specific contexts. They cannot be used on roadsides, steep hills, on small paths and in thick bushes, around large trees, on soft or rocky terrain and in urban areas.

In addition, even the biggest machines are not indestructible. If some of them can sustain explosions of antipersonnel mines, none can be left unharmed after a bigger explosion, such as those caused by the type of improvised explosive devices found in Iraq. Laid and hidden by ISIS by the thousand, they very often contain extremely large charges, up to 25kg of explosives, which would damage or even destroy any mechanical tools on impact.

Clearing these explosives requires deminers to make in most cases physical contact with the mines. The laborious hand clearance using metal detectors is still the most reliable method. Hence, deminers are key members of any mine action operations. They work under the supervision of international experts who organize and control the works and fulfil tasks which demand particular skills, that they acquired during many years of training.

Members of the back office are also important parts of the team: they provide relevant information to the demining teams, support them with logistics, and take care of the accounting and the reports to the donors. Positive results can only be achieved if all the members of the team work together as a reliable and well-trained group of professionals.

I would like to thank our teams whole-heartedly for their commitment and their outstanding work.

**Dr. Jürg STREULI**

a. Ambassadeur, **ret. Ambassador**

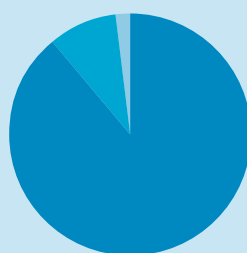
Président de la FSD, **President of the FSD**

# LA FSD EN 2018

## FSD IN 2018



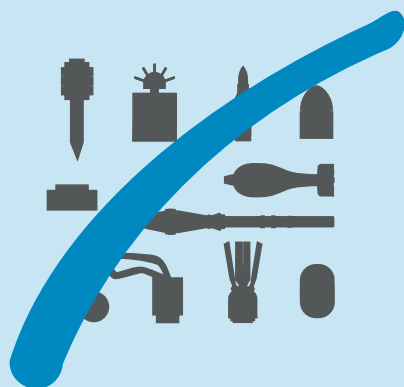
**284**  
employés  
employees



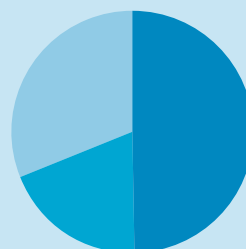
253 locaux | **locals**  
26 expatriés | **expatriates**  
5 au siège | **HQ**



**1'759'215m<sup>2</sup>**  
de terres dépolluées  
cleared land



**12'630**  
engins explosifs détruits  
explosive devices destroyed

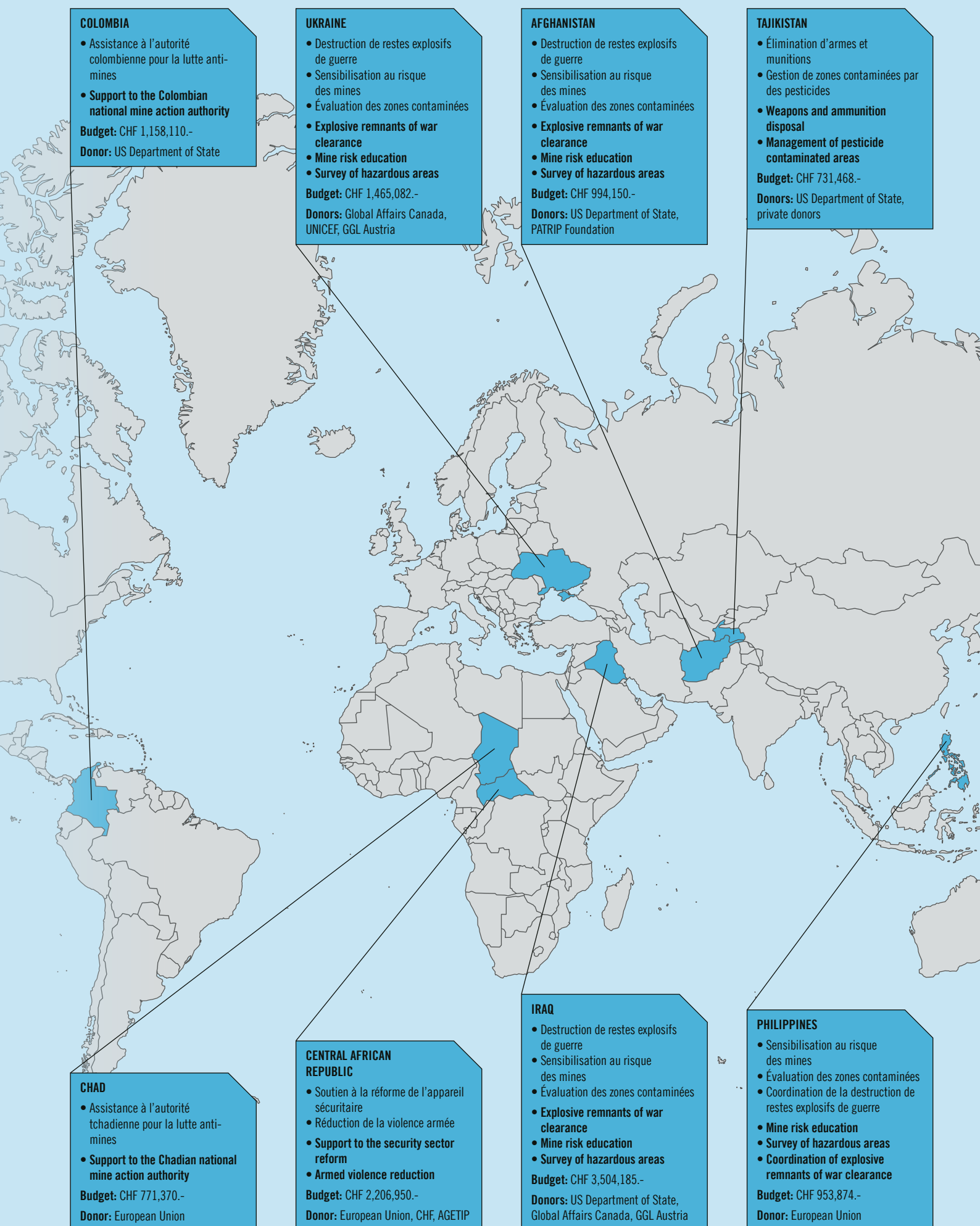


6'284 UXO\*  
2'440 mines  
3'906 IEDs\*



**115'355**  
bénéficiaires de sessions de  
sensibilisation  
**beneficiaries of awareness  
sessions**

\* UXO: Unexploded Ordnance ; IEDs: Improvised Explosive Devices



# IRAK IRAQ

Fin 2017, la guerre contre l'État islamique est officiellement terminée en Irak: le groupe djihadiste a été chassé de toutes les villes qu'il occupait depuis 2014. Pour les civils qui ont dû fuir, ce n'est toutefois pas encore l'heure du retour. De nombreux villages sont encore infestés d'engins explosifs placés par les djihadistes sur les routes, dans les champs, les maisons et les écoles. À l'intérieur des bâtiments, les «mines artisanales» sont souvent cachées sous des meubles ou des tas de vêtements, dans les postes de télévision ou les réfrigérateurs, dans les embrasures des portes et fenêtres. Pour permettre aux habitants de rentrer chez eux, les équipes de la FSD, spécialisées dans le déminage de ces engins explosifs improvisés, travaillent sans relâche depuis 2016. De nouveaux démineurs sont régulièrement formés et des équipes additionnelles constituées pour pouvoir restituer les terres à la population aussi rapidement que possible.

**In December 2017 the war against the Islamic State in Iraq was officially over. ISIS had been driven out of all the cities they had occupied since 2014. But for the civilians who had to flee the former Islamic State territories, it is not yet time to return. Many villages are still contaminated with explosive devices concealed by the jihadist group along the roads, in fields, in houses and in schools. Inside buildings, explosives are often hidden under pieces of furniture or in piles of clothes, inside televisions or refrigerators, in door or window frames. To enable civilians to return to their homes, FSD teams specialised in the disposal of improvised explosive devices have been working tirelessly since 2016. New deminers are regularly trained and additional teams formed to help return the land to the population as quickly as possible.**





## DEVENIR DÉMINEUR BECOMING A DEMINER



Pour rejoindre une équipe de déminage en Irak, il est nécessaire d'effectuer une formation de base de six semaines. Ce cursus ne requiert pas de connaissances préalables en la matière: les élèves doivent simplement savoir lire et écrire, et être en bonne condition physique. Les élèves viennent de tous les horizons et incluent des hommes et des femmes. Nombre d'entre eux ont vécu l'occupation de l'État islamique et ont perdu des proches pendant les combats. En devenant démineuses ou démineurs, leur objectif est d'empêcher que la guerre ne fasse encore davantage de victimes par le biais d'explosions accidentelles. Le déminage offre en outre une perspective professionnelle intéressante dans un pays dont l'économie a été lourdement impactée par des années de conflit armé.

To join a demining team in Iraq, it is first necessary to follow a six-week basic training course. The trainee deminers do not require any specific prior subject knowledge; they must be able to read and write, and be in good physical condition. The students come from all walks of life and include both men and women. Some of them lived under Islamic State occupation and lost loved ones during the fighting. By becoming deminers, the objective of these men and women is to stop the war claiming more victims through accidental explosions. Demining also offers quite interesting professional prospects in a country where the economy has been severely impacted by years of armed conflict.



Les premières semaines de la formation sont consacrées aux outils, à l'équipement, aux techniques de recherche et d'excavation, et aux soins d'urgence. Cette première partie est focalisée sur l'enlèvement d'engins explosifs « conventionnels », tels que mines antipersonnel et antivéhicule et munitions non explosées. A la fin du cursus, les formateurs expliquent aux élèves démineurs les spécificités des pièges et des engins explosifs improvisés, armes de prédilection des

forces de l'État islamique en Irak. Une grande partie des enseignements consiste en des exercices pratiques: recherche visuelle et avec un détecteur de métal, défrichage de la végétation, techniques d'excavation, procédures d'évacuation des blessés. Ces techniques sont répétées encore et encore afin qu'elles deviennent des automatismes. Tout doit être parfaitement clair pour chaque démineur lorsqu'il sera déployé pour sa première mission, en premier lieu pour sa propre sécurité.





The first weeks of training are dedicated to tools, equipment, search and excavation techniques and emergency first aid. This part of the training focuses on removing more conventional explosive devices, such as antipersonnel and anti-vehicle mines and unexploded ordnance. In the later stages of the course, the trainers explain to student deminers the specific features of improvised explosive devices, which were the preferred weapons of the Islamic State in Iraq. A large section of the teaching is dedicated to practical exercises: visual and detector searches, vegetation removal, excavation techniques and medical evacuation procedures. All these techniques are repeated over and over again until they become second-nature. For the deminers own safety, the process must be perfectly understood by every one of them before they are sent on their first task.





Pendant la formation, les élèves revêtent pour la première fois leur tenue de démineur : une veste et une visière destinées à protéger le corps et les yeux des fragments et des effets de souffle causés par une éventuelle explosion. Ils se familiarisent également avec le matériel qu'ils devront chaque jour transporter avec eux sur leur lieu d'affectation : un détecteur de métal hautement sophistiqué et spécifiquement conçu pour le déminage, une trousse de premiers secours et un sac à outils. Ce dernier contient une panoplie d'outils destinés à couper l'herbe et la végétation et à excaver les engins explosifs ainsi que du matériel de marquage (cordes et bâtons) pour délimiter la zone de travail. Les élèves sont également formés à l'utilisation d'autres détecteurs de métaux, spécialement élaborés pour le déminage de munitions non explosées ou d'engins explosifs enterrés profondément dans le sol.

**During the training, the students will wear their personal protective equipment for the first time: a vest and visor designed to protect the body and eyes against fragments and the blast effect of any explosions. They also learn to use the equipment that they will have to carry around with them each day for their assigned tasks: a very sophisticated metal detector that is specifically designed for demining, a personal first aid kit and a tool bag. The tool bag contains a range of tools for cutting grass or vegetation, excavating explosive devices and marking the work area (ropes, tape and poles).**

Students are also trained in the use of other types of metal detectors, specially developed for detecting unexploded ordnance and exploding hazards buried deeply underground.







Après obtention de leur diplôme, les nouveaux démineurs sont d'abord incorporés à des équipes de démineurs chevronnées, afin qu'ils gagnent en expérience, en assurance et bénéficient des connaissances de leurs collègues expérimentés. Après quelques mois, ils vont ensuite constituer de nouvelles équipes et être déployés sur de nouvelles zones à déminer.

**After receiving their diplomas, the new deminers are first integrated into an experienced clearance team so that they can gain confidence and benefit from on-the-job training. A few months later, they will go on to form new teams and will be deployed to new hazardous areas requiring clearance.**



Le déminage n'est pas un métier ordinaire. Ce n'est qu'une fois mis en situation réelle, face à de vrais explosifs, que certains démineurs fraîchement diplômés réalisent qu'ils ne sont pas faits pour une telle profession. C'est pourquoi la FSD forme toujours plus de démineurs qu'il n'en faut pour combler ses effectifs.



**Demining is not an ordinary job. Sometimes it is only when newly qualified deminers arrive on the job, in the presence of real explosives, that they realize they are not made for such a profession. Consequently, FSD systematically trains more demining personnel than needed to make up for these departures.**



# LES ENGINS EXPLOSIFS IMPROVISÉS

## IMPROVISED EXPLOSIVE DEVICES

Les engins explosifs improvisés (EEI) sont des dispositifs fabriqués au moyen de composants non-militaires, souvent avec des objets et produits du quotidien. C'est pourquoi on les surnomme communément « mines artisanales », bien qu'en Irak, elles ont en général été fabriquées dans de petites usines mises en place par l'État islamique. Ces EEI sont posés manuellement et peuvent ensuite être détonés soit à distance, soit dans le cadre d'une attaque suicide, soit accidentellement par la victime. Le travail de la FSD en Irak se concentre sur ce dernier cas. L'organisation neutralise et détruit les EEI qui ont été placés dans et autour des villages pendant l'occupation de l'État islamique.

Les djihadistes n'ont pas disséminé les « mines artisanales » au hasard. Ils les ont volontairement placées à des endroits où elles seraient déclenchées par une action de la vie courante, comme marcher sur un chemin, ouvrir une porte ou labourer un champ. Ces explosifs ont dans un premier temps été disposés en ceinture autour des villages pour empêcher la population de s'enfuir et les forces de la coalition de pénétrer. Puis, avant d'être chassés, les djihadistes ont miné les maisons et bâtiments afin que leurs ennemis ne puissent pas les utiliser et pour éviter que la vie ne reprenne normalement après leur départ. Les villages affectés ne sont en outre pas seulement contaminés par des EEI, mais aussi par des munitions non explosées issues des combats.



En Irak, la majorité des EEI sont équipés de déclencheurs par pression: l'explosion survient lorsqu'un poids – un pied par exemple – est exercé sur une barre métallique. La source d'alimentation est souvent une simple pile de neuf volts. Les explosifs, artisanaux, sont placés dans un container, par exemple un bidon en plastique ou un morceau d'oléoduc bouché aux deux extrémités, puis sont enterrés, afin de rendre l'EEI le moins visible possible. Et donc encore plus meurtrier.

Pour un démineur, les EEI posent un défi particulier. Présents en Irak en quantité considérable, ils peuvent prendre une grande variété de formes et de tailles et être activés de différentes manières. Il arrive que les démineurs découvrent un type d'EEI encore jamais rencontré. Toutes les équipes doivent alors être formées pour savoir comment l'appréhender. Les explosifs artisanaux sont de surcroît plus sensibles

Improvised explosive devices (IEDs) are devices normally made using non-military components, often with everyday objects and products. For this reason they are called “improvised”, even though in Iraq they were generally manufactured in small factories that had been set up by Islamic State. These IEDs are laid manually and can be detonated in three ways: remotely, as part of a suicide attack, or accidentally by the victim. The work of FSD in Iraq concentrates on preventing these accidental explosions. The organization neutralizes and destroys IEDs that were placed in and around villages during the occupation of Iraq by the Islamic State. ISIS forces did not hide the “improvised mines” haphazardly. They deliberately laid them in places where they would be detonated by an everyday action, like walking along a track, opening a door or working in a field. The IEDs were first used to create belts around villages to prevent the population from



à la friction et moins durables que les explosifs militaires, et donc encore plus dangereux. Enfin, une bonne partie des EEI comportent deux voire trois déclencheurs. Ceux-ci visent spécifiquement le démineur qui retirerait l'objet en pensant l'avoir désactivé, activant par cette action le deuxième déclencheur. C'est pourquoi les EEI, même après neutralisation, sont toujours retirés à distance, au moyen de câbles.

fleeing and the coalition forces from entering. Then, before being forced away, the jihadists mined houses and buildings so that their enemies could not use them, and to prevent life returning to normal once they had left. The affected villages are not only contaminated by IEDs, but also by unexploded ordnance left from fighting.

In Iraq, the majority of IEDs are fitted with a pressure switch: the device explodes when a weight - for example a foot - lands on a metal bar. The power source is often a simple 9V battery. The explosives, which are homemade, are placed in a container, for example a plastic canister or a section of pipe blocked at each end, then buried to make the IED as invisible as possible. And, therefore, more deadly.

For deminers, IEDs pose a particular set of challenges. Iraq contains a considerable quantity of IEDs, which can come in a wide variety of shapes and sizes and can be activated in many different ways. Sometimes deminers come across a type of IED that has never been seen before. All teams then have to be trained in how to deal with this type of device. To make matters more difficult, homemade explosives are in general more sensitive against friction and less durable than military explosive; they are therefore more dangerous. Finally, a large number of IEDs contain two or even three different switches. These extra switches are aimed specifically at the deminers who, believing they have made a device safe, may move it, and in doing so, activate the second switch. For this reason, IEDs, even after they have been made safe, are always removed remotely using cables.

# LE QUOTIDIEN D'UN DÉMINEUR EN IRAK

## THE DAILY LIFE OF A DEMINER IN IRAQ

Une équipe de déminage consiste en un chef d'équipe et cinq démineurs, auxquels s'ajoute toujours un soignant. Deux véhicules sont utilisés: une voiture pour transporter les démineurs et le matériel, et une ambulance.

Chaque équipe de déminage se voit attribuée une «tâche» à accomplir, c'est-à-dire une zone à décontaminer, par l'autorité irakienne en matière d'action contre les mines. Le chef de l'équipe de déminage met à jour les informations essentielles concernant la tâche en question sur un tableau blanc installé au «point de contrôle», le lieu où l'ambulance et le soignant sont postés.

Ci-contre, le tableau présente la tâche en cours dans le village de Mahana (District de Makhmour). De haut en bas, il indique l'équipe de la FSD chargée de la tâche (7), l'identifiant de celle-ci (036), la date à laquelle le déminage a commencé (29 novembre 2018), la surface décontaminée en mètres carrés (306'000) et le nombre d'EEI nettoyés à ce jour, par type. «Pot» se réfère aux EEI dont la charge explosive est contenue dans une fraction d'oléoduc en acier (59 unités) ; «Plastic pot» à ceux dont la charge explosive est dans un pot en plastique (25 unités), et «drum» à ceux dont elle est contenue dans un jerrican (76 unités). Il ne s'agit pas de petites mines artisanales. Chacune contient entre cinq et 20 kilos d'explosifs, largement assez pour tuer une personne voire pour détruire un véhicule. La plupart de ces EEI ont été fabriqués à Mossoul. Certains sont issus d'une usine de plastique qui fabriquait auparavant des objets domestiques et a été reconvertie en fabrique de mines artisanales par l'État islamique.

Sous le décompte d'EEI neutralisés est inscrite la date à laquelle a eu lieu le dernier exercice d'évacuation de blessés (10 mars 2019). Une telle simulation doit être effectuée au moins une fois par mois pour garantir que les équipes soient toujours prêtes à réagir de manière adéquate et efficace si un accident devait survenir. Sous le chiffre indiquant l'étendue totale de la zone contaminée (447'900 mètres carrés), le chef d'équipe a noté la distance (90km) et le temps de route (95 minutes) jusqu'au centre médical le plus proche. L'étendue de la tâche est représentée sur le schéma sous forme d'un polygone. Les points sont des IEDs, la zone en bleu est celle déjà décontaminée.

**A clearance team consists of a team leader, five deminers and a medic. Two vehicles are used: a car to transport the deminers and the equipment, along with an ambulance.**

**Each demining team is allocated a "task", which is a zone that the Iraqi Directorate of Mine Action has determined needs clearance. The team leader updates essential information about the task in question on a briefing board set up in the "control point", the place where the ambulance and the medic are also stationed.**

**The image opposite shows the table of the task underway at Mahana village (Makhmur District). Reading from the top, it indicates which FSD team in charge of the task (Team 7), the identification number of the task (036), the date the demining started (29 November 2018), the area that has been decontaminated in square metres (306,000) and the number and type of IEDs that have been cleared to date. "Pot" refers to IEDs in which the explosive charge is contained in a section of a steel oil pipe (59 units), "plastic pot" to those in which the explosive charge is in a plastic container (25 units) and "drum" when a jerrycan has been used (76 units).**

**These are not small devices. Each contains between five and 20 kilos of explosives, which is enough to kill a person or even destroy a vehicle. Most IEDs were made in Mosul. Some were manufactured in a plastics factory that previously made items for domestic use and was converted to produce these improvised devices by ISIS.**



Under the count of neutralized IEDs is entered the date at which the last exercise in evacuating injured persons took place (10 march 2019). This type of simulation needs to be carried out at least once a month to guarantee that teams are still ready to intervene in an efficient and satisfactory manner if an accident should happen. Under

the figure giving the total area of the contaminated zone (447,900 square metres), the team leader has jotted down the distance, 90km, and the driving time, 95 minutes, to the nearest medical centre. The scale of the task is shown as a polygon on the sketch map. The dots are the IEDs and the blue zone is the area that has been cleared.





Dans un village donné, les démineurs commencent par traiter la zone où leur travail aura le plus d'impact pour la population, qui n'est pas nécessairement la partie la plus contaminée. Il peut s'agir des environs d'une école, d'un champ, du chemin principal qui mène au village, etc.

La majorité des membres de l'équipe est chargée de chercher les engins explosifs. Lorsque leur détecteur trouve du métal, il émet un son. Le démineur tente alors de déterminer où se trouve l'objet en métal exactement et appelle le chef d'équipe. Celui-ci affine encore la localisation de l'objet et si possible, détermine celle des différents éléments de l'EEL avec le détecteur, puis marque à la peinture rouge la position de l'engin. Le démineur délimite ensuite la zone entourant l'EEL avec des bâtons et des rubans de marquage.

Après le marquage de la zone, un démineur hautement qualifié – international ou national – vient ensuite excaver l'EEL pour mieux l'examiner. S'il est possible de le faire sans danger, il le désarme, puis attache un crochet et une corde à l'engin pour ensuite le remorquer depuis une distance de sécurité de 100 mètres, au cas où il contiendrait un deuxième déclencheur caché. La charge explosive et le déclencheur sont finalement transportés vers un lieu sécurisé, où ils seront récupérés par les forces de sécurité irakiennes. Régulièrement, de grandes quantités d'EEL sont rassemblés dans un lieu adéquat puis détruits par le biais d'une explosion contrôlée.

Dans les cas où l'EEL ne peut être déplacé en toute sécurité, il est détruit sur place.

Déminer des bâtiments est une autre affaire. Dans ce contexte, il est très difficile d'utiliser un détecteur de métal. Les objets de la vie quotidienne et les éventuels débris d'infrastructures étant truffés de pièces métalliques, l'appareil sonnerait constamment. Généralement, les démineurs travaillent surtout de manière visuelle. Ils regardent à travers les fenêtres pour s'assurer qu'aucun explosif n'est caché derrière la porte d'entrée pour pénétrer dans la maison en toute sécurité. En cas de doute, mieux vaut parfois rentrer par une fenêtre. Les pièces sont ensuite examinées de manière systématique afin de trouver des indications de potentiels pièges explosifs. Le cas échéant, les démineurs utilisent leur kit de tractage: ils attachent des crochets aux portes, tiroirs et autres objets suspects, puis sortent de la maison, se postent à une distance de sécurité et tirent sur les câbles pour faire bouger l'objet.

Lorsque les bâtiments sont partiellement endommagés ou totalement détruits, il est difficile d'aller à la recherche d'EEL sous les décombres. Fin 2018, la FSD a donc fait l'acquisition de deux machines de chantier destinées à déblayer les gravats. Ces machines ont dû être modifiées pour pouvoir être utilisées dans des zones minées: afin de garantir la sécurité des opérateurs, les cabines ont notamment été blindées. Ces machines peuvent également aider les démineurs à excaver les EEL dans les champs, par exemple en été lors que le sol est extrêmement dur et difficile à creuser.

Constamment à proximité des démineurs lors des opérations, un soignant veille au grain. Recruté parmi des professionnels de la santé, il a ensuite été formé spécifiquement pour travailler dans un contexte de déminage et pour savoir agir en cas d'explosion accidentelle. Heureusement, les incidents sont très rares et les soignants consacrent la plupart de leur temps aux petites blessures courantes et à la prévention. Ils s'entretiennent avec les démineurs pour s'assurer qu'ils sont en forme et vérifient qu'ils s'hydratent bien en cas de forte chaleur par exemple.

Pendant la semaine, les démineurs dorment dans une maison de location à proximité de leur tâche. Le weekend, ils rentrent généralement chez eux.

In any given village, the disposal team starts by clearing the area where their work will have the greatest impact on the local population, which is not necessarily the most contaminated area. It could be around a school, in a field, along the main track to the village and so on.

Most members of the team are in charge of looking for explosive devices. When their detector finds metal, it makes a warning sound. The deminer will then attempt to determine exactly where the metal object is located and will call the team leader. The team leader will locate the object more precisely and if possible identify the different elements of the IED using the detector before marking the position of the device with red paint. The deminer then marks out a zone around the IED using wooden sticks and marking tape.

After marking the location, a highly qualified clearance expert – local or international – will come to excavate the IED and examine it more carefully. If it is possible, the IED is deactivated, then a hook and a rope is attached to the device to move it remotely from a safe distance of 100 metres away in case the device contains a second, hidden switch. The explosive charge and the detonator are finally transported to a secure place where they will be retrieved by Iraqi security forces for destruction at a later date. Large quantities of IEDs are regularly collected in a suitable place and then destroyed using a controlled explosion.

In the event that the IED cannot be moved safely, it is destroyed in situ.

Disposing of IEDs in buildings is another matter altogether. In this situation, it is very difficult to use metal detectors. Everyday objects and, sometimes, the infrastructure of buildings themselves are full of pieces of metal so a metal detector would go off constantly. In general, disposal teams work visually. They look through windows to make sure no explosives are hidden behind the door so they can enter safely. If there is any doubt, it is sometimes better to go through the window. Rooms are then systematically examined to find signs of potential explosive traps. In some instances, disposal teams use their 'hook and line kit': they attach the hooks to doors, drawers or other suspect objects, then leave the house, stop at a suitably safe distance, then pull on the cables to move the object.

If a building has been partially or totally demolished, it is difficult to search for explosive ordnance in the ruins. Therefore, at the end of 2018, FSD acquired two earth moving and construction machines to use to remove rubble. These machines had to be modified so they could be used in mined areas; the cabins have been reinforced to guarantee the safety of the drivers. These machines can also help deminers excavate IEDs from fields, for instance in summer when the ground is extremely hard and difficult to dig.

A medic is constantly close at hand during demining operations. He or she is recruited from the health sector and then specifically trained to work in a demining context, learning how to react in the event of an accidental explosion. Happily, there are very few accidents and the carers spend most of their time nursing small wounds and in preventative actions. They engage with the deminers to make sure they feel well, checking, for example, that they are properly hydrated during very hot weather.

During the week, the deminers sleep in a rented house close to their mission. At the weekend they generally return home.

# AUTOUR DES DÉMINEURS

## THE ENTOURAGE OF THE DEMINERS



Le personnel de la FSD ne compte pas que des démineurs. Deux autres activités tout aussi essentielles sont assumées par des équipes distinctes. Ceux que l'on appelle les « enquêteurs non-techniques » précèdent généralement les démineurs sur le terrain. Leur travail est de réunir des indications sur la présence – ou l'absence – de restes explosifs dans une zone donnée et d'élaborer des cartes géographiques et d'information pour les démineurs. Pour cela, ils s'entretiennent notamment avec la population locale afin de savoir si des EEI ont été aperçus ou si des accidents sont survenus.

Les spécialistes en éducation aux risques liés aux mines se rendent quant à eux également auprès des communautés locales, mais pour informer la population – en particulier les enfants – des conduites à tenir s'ils aperçoivent des EEI ou des munitions non explosées. Ils expliquent également aux villageois l'avancement de l'opération de déminage, et quelles zones sont désormais sécurisées ou ne le sont pas encore. Le déminage étant une tâche de longue haleine, il est crucial que les habitants sachent comment rester en sécurité en attendant que le nettoyage de leur village soit terminé.

La FSD dispose d'un petit bureau à Bagdad, mais sa base principale se situe à Erbil, à proximité des zones contaminées par les EEI.

C'est là que travaillent les responsables du programme ainsi que le personnel chargé de la coordination des opérations, de l'administration, des finances et de la logistique. Sans oublier les chauffeurs et l'employée de maison.

Le bureau de la FSD à Erbil comporte une petite partie « musée » dans laquelle sont exposés différents types d'EEI qui ont été neutralisés par les démineurs au cours des dernières années. Ce musée sert aussi à l'entraînement de nouveaux démineurs.



**FSD is not only composed of demining specialists. Two other essential activities are carried out by separate teams. Non-technical survey teams usually precede demining teams on the ground. Their work is to gather together any indication of the presence or absence of explosive ordnance in a given area and to draw up geographical maps and information for demining teams. To this end they interview the local population to find out if IEDs have been spotted or if any accidents have happened.**



Mine risk education specialists also visit local communities but to inform the population, particularly children, of what to do if they see IEDs or unexploded ordnance. They also keep villagers informed of demining operations underway, telling them which areas have been made safe and which are still hazardous. Demining is a long process, and it is crucial that the population understands how to stay safe until their village has been completely cleared.

The FSD has a small office in Baghdad, but the main base is in Erbil which is closer to the work areas.

This is where the programme director works, as well as personnel in charge of coordinating operations, administration, finance and logistics, and the drivers and housekeeper.

The FSD office in Erbil houses a small “museum” exhibiting different types of IEDs that have been made safe by the deminers in recent years. The museum is also used for training new deminers.

# LES OPÉRATIONS DE LA FSD

## FSD OPERATIONS

### AFGHANISTAN

La région très reculée du Darwaz, dans la province du Badakhchan, au nord-est de l'Afghanistan, est toujours contaminée par les mines laissées par les troupes soviétiques lors de leur retrait du pays en 1989. La FSD réalise des opérations de sensibilisation aux dangers des mines, des enquêtes d'évaluation de zones potentiellement contaminées ainsi que des opérations de déminage dans le Darwaz depuis 2011. Comme la région est séparée du reste de l'Afghanistan par les montagnes de l'Hindou Kouch, la FSD dirige les opérations depuis le Tadjikistan voisin.

En 2018, la FSD a poursuivi ses activités dans la région du Darwaz. Deux équipes de déminage et deux équipes de sensibilisation aux dangers des mines ont été déployées dans des zones identifiées pour le développement d'infrastructures et de projets agricoles. Les démineurs se sont principalement concentrés sur les champs de mines dans les districts de Darwazbala et Shaki, le long du fleuve Piandj, qui marque la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. Ces champs de mines constituent une menace pour la construction de la route qui reliera Darwaz et la capitale de la province Fayzabad, et qui constitue une partie de l'ancienne « Route de la Soie ».

Les sessions de sensibilisation aux dangers des mines ont commencé en février mais les démineurs ont, eux, dû attendre jusqu'à la fin du mois de mars pour commencer à travailler. La topographie et les conditions hivernales rigoureuses empêchent en effet de travailler en toute sécurité et d'accéder aux champs de mines du Badakhchan de décembre à mi-mars. En février et mars 2018, la FSD a donc profité de cette pause hivernale pour se concentrer sur la formation technique, médicale et d'appoint de son personnel.

La FSD vise à identifier et éliminer tous les risques d'explosion de la région afin de réduire la menace qui pèse sur les populations locales, et de contribuer à la sécurité et à la stabilisation régionale transfrontalière. L'objectif ultime est de permettre la construction de routes et d'infrastructures permettant la libre circulation et les activités commerciales, ainsi que de libérer des terres arables pour l'agriculture. Les populations locales sont intégrées dans les activités de la FSD, qui emploie des ressortissants locaux : 49 des 50 membres du personnel sont afghans, ce qui permet de développer les compétences administratives, financières et techniques des populations locales et de renforcer les capacités nationales en matière de déminage, de gestion de projets et de liaison communautaire.

La région du Darwaz étant inaccessible via l'Afghanistan, la FSD conduit ses opérations depuis un bureau basé à Kalaikhum, au Tadjikistan voisin. La FSD est donc enregistrée des deux côtés de la frontière : auprès du ministère de l'Économie en Afghanistan et du ministère de la Justice au Tadjikistan. Cette particularité exige de la FSD qu'elle maintienne une coopération équilibrée avec les autorités nationales respectives. Parallèlement, cette opération favorise de meilleures relations entre les deux pays et renforce la coordination entre les entités de lutte contre les mines à Douchanbé et à Kaboul. Cette structure de projet unique en son genre a jusqu'à présent permis d'éliminer les dangers et de réduire la menace que représentent les restes explosifs de guerre pour des milliers de personnes.

### AFGHANISTAN

The very remote region of Darwaz, in the province of Badakhshan in northeast Afghanistan, is still polluted by landmines left behind by Soviet troops when they retreated from the country in 1989. FSD has been conducting mine risk education, survey and clearance operations in Darwaz since 2011. As the area is separated from the rest of Afghanistan by the mountains of the Hindu Kush, FSD operates a cross-border operation from neighbouring Tajikistan.

In 2018, FSD continued its activities in the Darwaz region. Two demining teams and two mine risk education teams were deployed in areas that had been identified for future development of infrastructure and agricultural projects. The deminers mainly concentrated on minefields in the Darwazbala and Shaki districts along the River Panj, which marks the border between Afghanistan and Tajikistan. These minefields pose a threat for the construction of the road (part of the historical "Silk Road") that will link Darwaz to Faizabad, capital of the province.

While mine risk education started in February, deminers had to wait until the end of March to start working. The topography and severe winter weather indeed prevent access to the minefields of Badakhshan and safe working conditions from December to mid-March. During February and March 2018, FSD took advantage of the winter break to focus on the technical, medical and refresher training of its personnel.

FSD's aim in the region is to identify and clear all explosive hazards so as to reduce the threat posed to local communities. This will also contribute to regional cross-border security and stabilisation. The ultimate goal is to allow the construction of roads and infrastructure to enable freedom of movement and commercial activities, as well as to release arable land for farming. FSD's activities are anchored in local communities, in particular through the employment of local nationals: 49 out of 50 staff members are Afghan. This helps develop administrative, financial and technical skills within local communities and build a national capacity in demining, project management and community liaison.

As the region of Darwaz is inaccessible via Afghanistan, FSD conducts its operations from a field office based in Kalaikhum, Tajikistan. FSD is therefore registered on both sides of the border: with the Ministry of Economy in Afghanistan and with the Ministry of Justice in Tajikistan. This particularity requires FSD to maintain a delicate balance of cooperation with the respective national authorities. At the same time, it promotes better relations between the two countries and enhances coordination between mine action entities in Dushanbe and Kabul. This unique project structure has so far enjoyed great success in clearing hazards and reducing the threat of explosive remnants of war for thousands of people.

De 2011 à 2018, la FSD a nettoyé 21 champs de mines et six zones contaminées par des munitions non explosées, ce qui représente plus de deux millions de mètres carrés de terres restituées aux populations locales. La décontamination de ces zones a nécessité la neutralisation et la destruction de 28'537 mines antipersonnel, de 12'215 munitions non explosées et de 7'581 munitions pour armes légères.

Des sessions de sensibilisation aux dangers des mines ont été organisées à l'intention de divers groupes, notamment des villageois, des ouvriers du bâtiment et des bergers. De 2013 à 2018, la FSD a touché près de 90'000 bénéficiaires. La majorité d'entre eux étaient des enfants, qui sont les plus exposés au risque d'accidents dus aux mines terrestres.

La FSD a deux donateurs principaux en Afghanistan. Le Département d'État des États-Unis finance les deux équipes de déminage, tandis que la Fondation pour le Programme régional d'intégration Pakistan Afghanistan Tajikistan (PATRIP) soutient les deux équipes de sensibilisation aux dangers des mines.

## COLOMBIE

Cinquante ans de guerre civile ont laissé en héritage à la Colombie une grande variété de restes explosifs de guerre éparpillés dans tout le pays. En 2015, dans le cadre des négociations de paix, le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont parvenus à un accord pour entreprendre un effort conjoint de déminage. Au cours des deux dernières années, la FSD a apporté son soutien à l'autorité nationale colombienne de lutte contre les mines via une équipe d'experts spécialisés dans les questions techniques et de coordination ainsi que dans l'élaboration de stratégies nationales. 2018 a été une année de consolidation pour le programme de la FSD en Colombie, avec des résultats tangibles dans l'assistance prêté à l'autorité nationale pour gérer et coordonner efficacement le secteur de la lutte contre les mines. Le but principal était de mettre en place un cadre opérationnel : des normes nationales, une structure visant à assurer la qualité et un système de gestion de l'information solide. Cet objectif a été largement atteint. Ces deux années d'assistance technique par la FSD ont également permis de tirer un certain nombre d'enseignements et de bonnes pratiques qui seront désormais mis en œuvre pour accroître l'efficacité et réduire les coûts, tout en maintenant la sécurité et la qualité des opérations de déminage humanitaire.

Dans l'ombre du deuxième anniversaire de l'accord de paix entre le gouvernement et les FARC, les conflits et la violence sont malheureusement de nouveau à la hausse et touchent déjà près de la moitié de la population rurale colombienne. L'insécurité grandissante affecte également le déminage. Les opérateurs font état d'une réduction de l'espace humanitaire dans tout le pays. Et alors que le nombre de victimes des mines diminuait chaque année depuis 2006, 2018 a marqué un funeste tournant. Le nombre de victimes a en effet atteint 223, un chiffre près de quatre fois supérieur à celui de 2017, qui place à nouveau la Colombie parmi les dix pays qui comptent le plus grand nombre de victimes de mines dans le monde. La plupart des accidents sont causés par de nouvelles mines et des engins explosifs improvisés télécommandés, posés autour de cultures illicites et des routes du trafic de drogues. La Colombie est également l'un des cinq pays signataires du traité d'Ottawa où la pose de nouvelles mines a été signalée au cours des deux dernières années. Vingt nouvelles localités qui n'avaient jamais enregistré d'événements liés aux mines ont été touchées par des accidents ou la présence de restes explosifs de guerre en 2018.

From 2011 to 2018, FSD has cleared 21 minefields and six areas contaminated with unexploded ordnance. This amounts to more than two million square metres of safe land, which has been released back to local communities. Decontaminating those areas involved the clearance and destruction of 28,537 antipersonnel mines, 12,215 items of unexploded ordnance and 7,581 items of small arms ammunition.

Mine risk education sessions were delivered to various groups including villagers, construction workers and shepherds. From 2013 to 2018, FSD has reached close to 90,000 beneficiaries. A majority were children, who are most at risk from landmine accidents.

FSD has two main donors in Afghanistan. The US State Department funds the two demining teams, while the Pakistan Afghanistan Tajikistan Regional Integration Program (PATRIP) Foundation supports the two mine risk education teams.

## COLOMBIA

Fifty years of civil war have left Colombia with a large variety of explosive remnants of war spread across the entire country. In 2015, as part of the peace negotiations, the government and the Revolutionary Armed Forces of Colombia (FARC) reached an agreement to embark on a joint demining effort. For the past two years, FSD has been supporting the Colombian national mine action authority with a team of experts in all technical and coordination challenges as well as in national strategy building.

2018 was a year of consolidation for FSD program, with tangible results in the support to the national authority to manage and coordinate the mine action sector effectively. The main objective was to build an operational framework: national standards, a quality management structure and a sound information management system. This has largely been achieved. Two years of FSD technical support work has also witnessed a number of lessons learned and best practices that will now be used to increase efficiency and reduce costs, while maintaining the safety and quality of humanitarian demining operations.

In the shadow of the second anniversary of the peace agreement between the government and the FARC, conflict and violence are unfortunately again on the rise and this already affects around half of the rural population in Colombia. Growing insecurity is also affecting mine clearance. Operators are reporting a reduction of the humanitarian space country-wide. Sadly, 2018 also marked a turning point in the trend of the number of mine victims, that had been steadily reducing since 2006. The total number of victims in 2018 was 223; almost four times more than the previous year. This figure places Colombia again among the top ten countries with highest mine victims in the world. Most of the accidents are caused by new mines and remote control improvised explosive devices placed around illegal crops and drug-trafficking routes. This also makes Colombia one of the five signatory countries of the Ottawa Convention where the planting of new mines has been reported in the last two years. Twenty new municipalities that had never registered any mine-related events have been affected by accidents or presence of explosive remnants of war in 2018.

Malgré ces difficultés, le déminage progresse régulièrement. À ce jour, plus de 60 % des localités initialement déclarées comme présentant un certain degré de contamination ont été déclarées libérées des mines. Le plus dur reste pourtant à venir, car les zones qui restent à déminer, ou dans lesquelles les opérations sont en cours, sont précisément celles qui sont les plus densément contaminées. La remise à disposition des terres dans un délai acceptable exige l'application de méthodes qui permettraient d'obtenir des résultats en beaucoup moins de temps et à moindre coût. À cette fin, les conseillers techniques de la FSD mettent leur expertise à la disposition de l'autorité nationale de lutte contre les mines à différents niveaux: neutralisation des explosifs et munitions, chiens détecteurs de mines, gestion mécanique, gestion de l'environnement et des informations. La FSD soutient également l'autorité nationale en matière de gestion stratégique, dans la mise en œuvre de deux objectifs clés: améliorer les enquêtes non techniques afin de déterminer le niveau de contamination réel dans le pays, et donner la priorité au déminage des endroits où la contamination a une incidence élevée pour les communautés.

L'un des principaux obstacles qui empêchent de débarasser la Colombie des mines est que, dans de nombreuses localités fortement contaminées, les conditions de sécurité ne permettent pas le déploiement d'équipes de déminage humanitaire. Dans ces situations, la meilleure réponse pour protéger la population est d'accroître la couverture et la fréquence de la sensibilisation aux dangers des mines, un domaine dans lequel la FSD est prête à intervenir et à combler les lacunes dans un futur proche si nécessaire.

Les activités de la FSD en Colombie sont financées par le Département d'État des États-Unis.

## IRAK

Selon le Landmine and Cluster Munition Monitor, l'étendue de ses zones minées fait de l'Irak le pays le plus contaminé au monde. Le pays a hérité du conflit contre l'Iran de 1980 à 1988 et des deux guerres du Golfe (1990-1991 et 2003-2011) des quantités considérables de restes explosifs de guerre. À ce tableau déjà sombre vient s'ajouter l'occupation de vastes zones par l'État islamique au cours des quatre dernières années, de laquelle a résulté une contamination importante par des mines improvisées et autres engins explosifs. La FSD mène des opérations de déminage dans le nord de l'Irak depuis 2015. Les opérations de neutralisation des engins explosifs improvisés (EEI) ont été suspendues en Irak fédéral en octobre 2017 à la suite de la reprise par les forces irakiennes de la plupart des zones occupées par l'État islamique. Les questions d'accès, d'enregistrement des ONG en Irak fédéral, d'attribution et de coordination des tâches de lutte contre les mines devaient être résolues avant la reprise du déminage. La FSD a donc réorienté temporairement ses efforts vers le Kurdistan irakien, où se trouve son bureau pour le pays, en procédant au déminage des champs de mines « classiques » aux environs de Shaqlawa et dans le district de Dokan.

Parallèlement, la FSD s'est efforcée d'obtenir une accréditation opérationnelle auprès des autorités nationales de lutte contre les mines à Bagdad. Passer par ce processus depuis le bureau de la FSD à Erbil s'est avéré être un défi administratif et logistique. En avril 2018, la FSD a finalement obtenu une accréditation temporaire de six mois lui permettant de redémarrer des opérations de déminage en Irak fédéral. Les autorités irakiennes ont rendu visite à la FSD à Erbil pour s'assurer du respect des procédures opérationnelles et évaluer les compétences du personnel qui serait chargé de la neutralisation des EEI.

In spite of these challenges, clearance is progressing steadily. Over 60% of the municipalities initially reported as having some degree of contamination have been declared mine-free as of date. Yet the hardest effort is still ahead as the areas that remain to be cleared, or where operations are on-going, are precisely those with a higher density of contamination. Accomplishing land release in an acceptable timeframe requires methods that lead to results in far less time and at minimum cost. For that purpose, FSD technical advisors are putting their expertise at the disposal of the national mine action authority on various levels: explosive ordnance disposal, mine detection dogs, mechanical, environment and information management. FSD also supports the national authority in terms of strategic management. In that respect, two key objectives are to improve non-technical surveys, in order to determine the baseline of real contamination in the country, and to prioritise clearance in those places where contamination presents a high impact for the communities.

One of the main impediments to declaring Colombia free of mines is that in many of the municipalities with a high contamination, security conditions do not allow for the deployment of humanitarian demining teams. In these situations, the best response to protect the population is to increase the coverage and frequency of mine risk education, an area where FSD is ready to step in and cover the gaps if needed in the near future.

FSD's activities in Colombia are supported by the US Department of State.

## IRAQ

According to the Landmine and Cluster Munition Monitor, Iraq is the world's most contaminated country by extent of mined area. Considerable amounts of explosive remnants of war are the legacy of the 1980-1988 war with Iran and the two Gulf Wars (1990-1991 and 2003-2011). To this already dark picture, occupation of large areas by the Islamic State in the past four years has added extensive contamination with improvised mines and other explosive devices. FSD has been conducting clearance operations in the northern parts of Iraq since 2015.

Clearance operations of improvised explosive devices (IEDs) were suspended in federal Iraq in October 2017 following the recapture by Iraqi forces of most areas occupied by ISIS. Questions relating to safe access, NGO registration in federal Iraq and mine action tasking and coordination had to be solved before resuming clearance. FSD hence temporary retargeted its efforts in Iraqi Kurdistan, where its Iraq office is based, carrying out demining of conventional minefields near the city of Shaqlawa and in Dokan District.

Concurrently, FSD worked on obtaining operational accreditation from the national mine action authorities in Baghdad. Going through this process from FSD's office in Erbil proved to be an administrative and logistics challenge. In April 2018, FSD was eventually awarded a six-month temporary accreditation to return to conducting clearance operations in federal Iraq. Iraqi authorities visited FSD in Erbil to ensure compliance with standard operating procedures and to test all personnel that would be working on IED clearance.

Après avoir obtenu son accréditation, la FSD s'est concentrée sur l'élimination des EEI déclenchés par les victimes, posés par l'État islamique sous forme de champs de mines ou pour piéger les bâtiments et les maisons. Ces engins peuvent être activés de différentes manières, mais la grande majorité d'entre eux sont déclenchés par un simple interrupteur de type « plaque de pression ». Outre le déminage, la FSD a procédé à des enquêtes techniques et non techniques pour localiser les zones dangereuses, à la recherche d'EEI dans les maisons et les bâtiments, et à la neutralisation d'explosifs et de munitions.

À la fin du printemps, grâce à des fonds supplémentaires, la FSD a accru ses capacités en ajoutant deux équipes de déminage et une équipe chargée de sensibilisation aux dangers des mines et des enquêtes non techniques aux quatre équipes de déminage existantes. Afin de doter ces nouvelles équipes de personnel qualifié, la FSD a organisé une formation qui a permis à 18 ressortissants du district de Mossoul de devenir démineurs spécialisés dans les EEI. En octobre, des fonds supplémentaires ont permis à la FSD d'ajouter encore deux nouvelles équipes de déminage au projet. Au cours du même mois, la FSD a finalement obtenu une accréditation opérationnelle de deux ans pour réaliser tous les types de déminage (à l'exception du déminage mécanique) en Irak, ainsi que des enquêtes techniques et non techniques et des activités de sensibilisation aux dangers des mines.

En décembre, la FSD a mis sur pied une équipe mécanique afin d'aider les démineurs à décontaminer les bâtiments et à dégager les décombres. Cette équipe dispose d'une excavatrice et d'une chargeuse frontale blindée, qui pourront commencer à travailler une fois qu'une accréditation pour le déminage mécanique aura été obtenue. En 2018, la FSD a considérablement accru sa capacité de déminage en Irak, ce qui a permis à ses démineurs de remettre à disposition de la population près de 1,74 million de mètres carrés de terres.

Plus de 4 000 engins explosifs, dont la grande majorité étaient des EEI, ont été détruits au cours de l'année.

En 2019, la FSD continuera à se concentrer sur le déminage des zones récemment libérées de l'État islamique, notamment les districts de Makhmour, Al Hamdaniyah et Al Mosul. Grâce à la confiance soutenue de ses donateurs, la FSD va mettre en place quatre équipes de déminage supplémentaires, dont une sera composée de démineuses et deux de démineurs issus de régions dans lesquelles vivent des minorités ethniques. La capacité totale de la FSD Irak sera alors portée à douze équipes de déminage, une équipe mécanique et quatre équipes de sensibilisation aux dangers des mines et d'enquêtes non techniques.

Le Département d'État des États-Unis et Global Affairs Canada ont financé les activités de déminage, de sensibilisation aux dangers des mines et les enquêtes non techniques de la FSD dans le nord de l'Irak, et un certain nombre de donateurs privés ont financé l'équipe mécanique.

Following accreditation, FSD refocused on the removal of victim-operated IEDs laid by ISIS. These are either employed as 'improvised landmines' laid as part of a formal minefield or employed as booby traps in buildings and houses. They may be activated in a number of different ways but the vast majority are triggered by a simple 'pressure plate' type of switch. Aside from clearance, FSD conducted non-technical and technical surveys to locate hazardous areas as well as house and building search and explosive ordnance disposal. In late spring, thanks to additional funding, FSD increased its capacity by adding two clearance teams and one mine risk education / non-technical survey team to the four existing clearance teams. In order to man these new teams with qualified staff, FSD held a training course that resulted in 18 students from Mosul District qualifying as deminers specialised in IEDs. In October, additional funding enabled FSD to add another two clearance teams to the project. In the same month, FSD was eventually awarded a two-year operational accreditation to conduct all types (apart from mechanical) of clearance within Iraq, as well as non-technical survey, technical survey and mine risk education.

In December, FSD set up a mechanical asset team that will assist deminers with building and rubble clearance. The team consists of one armoured excavator and one armoured front-end loader, plus supporting staff and equipment. Accreditation still has to be obtained before these machines can start operating.

During 2018, FSD considerably extended its demining capacity in Iraq, which enabled its deminers to return close to 1.74 million square metres of safe land to the community.

More than 4,000 explosive hazards, the great majority being IEDs, were destroyed during the course of the year.

In 2019, FSD will continue to focus on clearance in areas recently liberated from ISIS, including the districts of Makhmur, Al Hamdaniyah and Al Mosul. Thanks to the continued confidence of its donors, FSD will be adding four more clearance teams, two of which will be staffed with deminers from ethnic minority areas, and one with female deminers. This will bring the total capability of FSD Iraq to twelve clearance teams, one mechanical asset team and four mine risk education / non-technical survey teams.

FSD operations in northern Iraq have been funded by the US Department of State and Global Affairs Canada for the clearance, mine risk education and non-technical survey activities, and by a number of private donors for the mechanical team.

## UKRAINE

La contamination de l'Ukraine par les restes explosifs de guerre est en majeure partie liée au conflit en cours. Au cours du premier semestre 2014, des violences armées ont éclaté entre les forces gouvernementales ukrainiennes et les séparatistes dans la péninsule de Crimée et dans les régions orientales de Louhansk et Donetsk. Le conflit a conduit à une partition de facto du pays. Depuis 2016, la FSD a mené des opérations de déminage, réalisé des enquêtes dans les zones potentiellement contaminées et entrepris des actions de sensibilisation aux dangers des mines dans les régions contrôlées par le gouvernement, à Louhansk et de Donetsk.

En 2018, la FSD a considérablement accru sa capacité opérationnelle en Ukraine en installant un bureau central à Kiev et une base opérationnelle à Sloviansk, dans la région de Donetsk. Une deuxième équipe de déminage et de nettoyage des zones de combat, deux équipes de sensibilisation aux dangers des mines et une équipe d'enquêtes non techniques ont été intégrées.

En avril, quatre démineuses ont été recrutées et formées. Deux d'entre elles ont reçu une formation complémentaire en matière de sensibilisation aux dangers des mines et d'enquêtes non techniques. Auparavant, la loi ukrainienne sur la lutte contre les mines et les autorités nationales avaient fait obstacle au recrutement de femmes pour le travail de déminage, ces fonctions étant perçues localement comme inadaptées pour elles car dangereuses et sales. Un lobbying considérable de la communauté internationale et de la FSD a cependant contribué à modifier cette perception et à résoudre les obstacles au recrutement de femmes. Les trois équipes de sensibilisation aux dangers des mines et l'équipe d'enquêtes non techniques sont désormais dirigées par des femmes.

Les équipes de déminage ont travaillé sur divers sites près de Kramatorsk et dans le nord-est de la région de Louhansk. Plus de 150'000 mètres carrés (pour la plupart des terres agricoles) ont été déminés, ce qui permettra aux propriétaires et aux exploitants de les utiliser à nouveau et apportera des bénéfices socio-économiques aux communautés locales.

Les sessions de sensibilisation aux dangers des mines se sont poursuivies tout au long de l'année 2018 avec deux nouvelles équipes installées à Mariupol et intervenant dans le sud de la région de Donetsk. Ces sessions s'adressaient principalement aux enfants, mais également aux adultes et aux personnes âgées, tous pouvant entrer en contact avec des restes explosifs de guerre dans leur vie quotidienne. La FSD a également participé à un projet éducatif visant les employés d'une société locale de traitement des eaux, dont une partie du personnel travaille des deux côtés de la ligne de conflit pour assurer un approvisionnement en eau adéquat aux villages et peuplements de la région. Les responsables de la sensibilisation aux dangers des mines de la FSD ont formé certains membres du personnel de cette société à la manière de dispenser eux-mêmes une formation à la sensibilisation aux dangers des mines, afin qu'ils puissent à leur tour organiser des sessions pour le personnel travaillant le long de la ligne de conflit. Les agents municipaux chargés de la réparation des infrastructures dans la zone de conflit ont également reçu une formation sur le comportement à adopter dans les zones dangereuses.

L'équipe d'enquêtes non techniques de la FSD a examiné plus d'un million de mètres carrés au cours de l'année. Elle a pu confirmer que treize zones étaient contaminées et en classer 32 autres comme zones soupçonnées dangereuses.

Le recrutement et la formation d'un agent de gestion de l'information ont facilité l'enregistrement et le stockage des informations et amélioré la sécurité des données. Ce nouvel agent a également

## UKRAINE

Most of Ukraine's contamination by explosive remnants of war is connected with the ongoing conflict. In the first half of 2014, armed violence erupted between Ukrainian government forces and separatists in the Crimean peninsula and in the eastern regions of Luhansk and Donetsk. The conflict has led to a *de facto* partition of the country. FSD has conducted clearance, as well as carried out surveys of hazardous area and mine risk education in the government-held parts of Luhansk and Donetsk since 2016.

In 2018, FSD considerably expanded its operational capacity in Ukraine, with a country office in Kiev and a field operations base in Sloviansk, in the Donetsk region. A second demining and battle area clearance team was added, as well as two mine risk education teams and one non-technical survey team.

In April, four female deminers were recruited and trained. Half of them received additional training in mine risk education and non-technical surveys. Previously, mine action law in Ukraine and the national authorities had obstructed the employment of women in demining positions as the role was perceived locally as dangerous and dirty, hence not suitable for them. Considerable lobbying from the international community and FSD however helped change this perception and solve the obstacles to the recruitment of women. The team leaders of the three mine risk education teams and of the non-technical survey team are now all women.

The demining teams worked on various sites close to Kramatorsk and also in the northeast of the Luhansk region. More than 150,000 square metres were cleared, mostly agricultural land which will enable the owners and users to return it to productive use and will bring socio-economic benefits to the local communities.

Mine risk education sessions continued throughout 2018 with two new teams operating in the southern parts of the Donetsk region, based in Mariupol. They primarily targeted children but also adults and senior citizens, all of whom may come into contact with explosive remnants of war in their daily lives. FSD also participated in an education project for the workers of a local water treatment company. This company has staff working on both sides of the conflict line to ensure that there are adequate water supplies for regional villages and settlements. FSD mine risk education officers trained some of the personnel of this company in how to carry out mine risk education training by themselves, so that they could in turn conduct sessions for their staff working along the conflict line. Municipal workers involved in the repair of infrastructure inside the conflict zone also received training on appropriate behaviour in hazardous areas.

During the year, FSD's non-technical survey team surveyed over one million square metres. Thirteen areas were confirmed as contaminated and 32 others were classified as suspected hazardous areas. The recruitment and training of an information management officer has made the recording and storage of information easier and has improved data security. This new staff member also provided training to non-technical survey personnel in basic computer mapping skills, which is key to keeping precise track of hazardous areas.

Meanwhile, the conflict continued in the eastern regions of Donetsk and Luhansk along the so-called "contact line", which divides the areas controlled respectively by the government and by the separatists. Despite the on-going Minsk peace process and the regular agreement to local ceasefires, small arms fire, heavy machine gun fire as well as the use of mortars and artillery were daily occurrences

dispensé une formation au personnel d'enquêtes non techniques sur les méthodes de base en cartographie informatique, un outil essentiel pour assurer un suivi précis des zones dangereuses.

Pendant ce temps, le conflit se poursuivait dans les régions orientales de Donetsk et de Louhansk, le long de la « ligne de contact » qui divise les zones contrôlées respectivement par le gouvernement et par les séparatistes. Malgré le processus de paix de Minsk et les accords locaux réguliers de cessez-le-feu, des tirs d'armes légères, de mitrailleuses lourdes, de mortiers et d'artillerie ont eu lieu quotidiennement dans la région. De nombreuses zones agricoles et infrastructures civiles clés de la région sont contaminées par des engins explosifs. C'est notamment le cas de l'usine de traitement des eaux d'Avdiivka. Le long de la ligne de contact, des civils sont régulièrement tués et blessés par des restes explosifs de guerre. Le taux d'accidents augmente chaque année au début du printemps et pendant les mois d'été lorsque la population locale part en forêt pour se réapprovisionner en bois de chauffage ou récolter des vivres. L'accès aux rivières et aux lacs pour la pêche ou la baignade est également risqué, car les sentiers sont souvent minés ou piégés.

L'adoption d'une législation nationale sur la lutte contre les mines à la fin de l'année 2018 constitue cependant un signe de progrès. Le ministère des territoires occupés temporaires et des personnes déplacées internes s'est vu confier la responsabilité de créer une autorité nationale et un centre national de lutte contre les mines. Il est à espérer que ces deux organes essentiels seront opérationnels en 2019. L'élaboration de normes nationales de lutte contre les mines s'est poursuivie tout au long de l'année 2018. Dans le cadre de ce projet, la FSD a joué, avec d'autres organisations internationales, un rôle déterminant en matière de conseils et d'assistance. Les activités de la FSD en Ukraine sont financées par Affaires mondiales Canada, l'UNICEF et GGL Austria.

## PHILIPPINES

Les Philippines ont subi des décennies de combats entre divers groupes rebelles et le gouvernement, principalement dans l'île méridionale de Mindanao. La présence de la FSD dans le pays remonte à 2005, lorsque l'organisation a commencé à prêter une assistance technique au processus de paix entre le gouvernement philippin et le Front de libération islamique Moro. Au cours des sept dernières années, l'organisation a assuré la formation d'une nouvelle force regroupant ces deux entités. Elle a également mené des activités de lutte contre les mines : sensibilisation aux dangers des mines, surveillance des zones contaminées par des munitions non explosées et aide à la coordination du déminage.

En 2018, la FSD a continué d'appuyer le processus de paix en formant des équipes conjointes pour la paix et la sécurité (JPST), composées de membres des Forces armées des Philippines et du Front de libération islamique Moro (MILF). Ceux-ci ont suivi une série d'« ateliers de formation de formateurs » : dix instructeurs JPST - deux du gouvernement et huit du MILF - ont appris à concevoir et planifier des programmes et des supports de formation pour cette nouvelle entité, qui sera responsable de la paix et de l'ordre pendant la phase de désarmement de l'Accord de paix de Mindanao.

Au cours de l'année, le réseau de sensibilisation aux dangers des mines de la FSD a organisé 581 sessions, touchant près de 60'000 personnes. Ce travail a été effectué par des volontaires de la communauté spécialement formés à cet effet. La grande majorité des bénéficiaires se trouvaient dans la région autonome du Mindanao musulman, à l'ouest de l'île. Des présentations ont été organisées dans des municipalités touchées par le conflit, telles que Lanao

in the region. In this area, contamination of civilian built-up areas by unexploded ordnance and mines is commonplace. This includes agricultural areas and key infrastructure such as the water treatment plant in Avdiivka. Civilians are regularly killed and injured by explosive remnants of war. The rate of accidents rises each year at the start of spring and during the summer months as the local population visit forests to restock their firewood and for the collection of food. Access to rivers and lakes for fishing or swimming is also risky as pathways are frequently mined or booby-trapped.

The passage of national mine action legislation in late 2018 was however a sign of progress. The Ministry of Temporary Occupied Territories and Internally Displaced Persons has been given the responsibility to establish a national mine action authority and a national mine action centre. It is hoped that these two essential bodies will become operational in 2019. The preparation of national mine action standards has been ongoing throughout 2018. FSD, along with other international organisations, has been instrumental in providing advice and assistance in this project.

FSD activities in Ukraine are funded by Global Affairs Canada, UNICEF and GGL Austria.

## PHILIPPINES

The Philippines have suffered decades of fighting between various rebel groups and the government, mainly in the southern island of Mindanao. FSD's presence in the country dates back to 2005, when it started providing technical assistance in support of the peace process between the Philippine government and the Moro Islamic Liberation Front. For the past seven years, the organisation has provided training to a new force combining these two entities. FSD has also carried out mine action activities: mine risk education, surveying of areas contaminated by unexploded ordnance, and assistance in the coordination of clearance.

In 2018, FSD continued supporting the peace process by training Joint Peace and Security Teams (JPST), drawn from the Armed Forces of the Philippines and Moro Islamic Liberation Front (MILF) personnel. This consisted in a series of 'training of trainers' workshops: Ten JPST instructors – two from the government and eight from the MILF – learnt how to design and plan training courses and materials for this new entity, which will be responsible for peace and order during the decommissioning phase of the Mindanao peace agreement.

Over the course of 2018, FSD's mine risk education network delivered 581 sessions, reaching close to 60,000 persons. This work is carried out by specifically trained community-based volunteers. The vast majority of the beneficiaries were within the Autonomous Region of Muslim Mindanao, in the west of the island. Sessions were delivered in conflict-affected municipalities such as Lanao del Sur and Maguindanao, as well as in the islands of Basilan, Sulu and Tawi-Tawi. Some work was also done outside of this area, including

del Sur et Maguindanao, ainsi que dans les îles de Basilan, Sulu et Tawi-Tawi. Des sessions ont également eu lieu au nord-est de Mindanao, à Surigao del Sur. À la fin de l'année, la FSD a envoyé une mission exploratoire dans le Val de Compostelle, au nord de la ville de Davao, à l'est de l'île, pour étudier la possibilité d'étendre son travail d'enquêtes non techniques et de sensibilisation aux dangers des mines à cette région.

Le processus de paix en cours n'implique malheureusement que le MILF, et non tous les acteurs armés de l'île de Mindanao. Des activités insurgées ont donc continué à propager l'insécurité dans la région ces dernières années, notamment dans le cadre du conflit qui a éclaté dans une zone située au sud-est de la ville de Cotabato (connue sous le nom de «boîte SPMS») qui implique les Combattants islamiques pour la liberté de Bangsamoro, et de la rébellion du groupe Maute, lié à l'État islamique, à Marawi. Ces conflits ont grondé tout au long de l'année 2018. Seule une poignée d'ONG ont poursuivi leurs activités dans ces conditions, parmi lesquelles la FSD, dont les volontaires ont continué à travailler dans la région malgré les restrictions de sécurité.

Par le biais d'un mécanisme connu sous le nom de «Joint Task Force», la FSD a également servi de pont entre les zones contrôlées par le MILF et les forces armées gouvernementales, qui demeurent responsables de la neutralisation des explosifs et munitions. Ce travail s'est poursuivi en 2018 malgré les restrictions d'accès dans certaines localités, comme à Marawi. La FSD a par exemple assuré la liaison avec l'armée et la police philippines pour demander l'enlèvement de restes explosifs de guerre sur l'île occidentale de Basilan. La FSD reste déterminée à contribuer à la création d'un centre local de lutte contre les mines. Celui-ci doit néanmoins attendre l'adoption de la «loi organique de Bangsamoro» et la création de la nouvelle autorité régionale, l'Autorité de transition de Bangsamoro, lesquelles n'avaient pas encore eu lieu à la fin 2018. En attendant, la FSD continue de fonctionner en tant que centre de lutte contre les mines de facto.

Toutes les opérations à Mindanao sont financées par l'Union européenne au titre de son instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP). La lutte contre les mines a en effet été un moyen utile et politiquement neutre d'instaurer la confiance entre les parties au processus de paix.

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Meurtrie par des décennies de violence et de troubles politiques, la République centrafricaine est retombée dans la guerre civile au début de l'année 2013. La FSD a alors lancé un petit projet de sensibilisation aux dangers des mines afin de prévenir les accidents liés aux munitions non explosées. Depuis, et tout au long de différentes phases de stabilisation du pays, elle s'est engagée dans diverses activités humanitaires et de développement : récupération de restes humains, appui à la réforme du secteur de sécurité, réduction de la violence armée et construction d'infrastructures techniques.

En 2018, la FSD a mis en œuvre trois projets en République centrafricaine : l'un visait à soutenir le ministère de la Défense (MIN-DEF) et ses capacités administratives et logistiques, le deuxième portait sur la réduction de la violence armée et le dernier consistait à assurer, en tant qu'agent neutre, un contrôle visant à sécuriser le périmètre de l'aéroport international M'Poko.

in Surigao del Sur in the north east of Mindanao. At the end of the year, FSD sent an exploratory assessment mission to the Compostella Valley to the north of Davao city, in the east of the island, to consider expanding its non-technical survey and mine risk education work into these areas.

The ongoing peace process unfortunately involves only the MILF - not all the relevant armed players in Mindanao. Insurgent actions therefore continued bringing insecurity to the area in recent years. This included the conflict that emerged in an area to the south east of Cotabato city known as the 'SPMS box' involving the Bangsamoro Islamic Freedom Fighters, as well as the Islamic State-inspired 'Maute group' uprising in Marawi. These conflicts rumbled on throughout 2018. FSD's community-based volunteers continued to work in these areas despite the security restrictions, being one of only a handful of NGOs able to do so.

FSD has also acted as a bridge between the MILF-controlled areas and the government military forces that remain responsible for explosive ordnance disposal, through a mechanism known as the Joint Task Force. In 2018, this work continued despite access restrictions in places like Marawi. For example, FSD liaised with the Philippines military and police to request the clearance of explosive remnants of war on the western island of Basilan.

FSD remained committed to assisting in the establishment of a local mine action centre, but this has to wait on the passing of the so-called Bangsamoro Organic Law and the establishment of the new regional authority, the Bangsamoro Transition Authority, which had not been achieved at the end of 2018. In the meantime, FSD continues to function as the *de facto* mine action centre.

All operations in Mindanao are funded by the European Union under its Instrument contributing to Stability and Peace (IcSP). Mine action has indeed been a useful and politically-neutral means by which to build trust and confidence between the parties to the peace process.

## CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Plagued by decades of violence and political turmoil, the Central African Republic spiralled again into civil war at the beginning of 2013. At that time, FSD launched a small mine risk education project in order to prevent accidents with unexploded ordnance. Since then, and throughout various phases of re-stabilisation of the country, FSD has engaged in a variety of humanitarian and development activities: recovery of human remains, support to the security sector reform, armed violence reduction, and building of technical infrastructure.

In 2018, FSD implemented three projects in the Central African Republic: one aimed at supporting the Ministry of Defence (MoD) and its administrative and logistic capacity; the second focused on armed violence reduction; the last consisted in providing oversight as a neutral agent in securing the perimeter of M'Poko International Airport.

Le projet de soutien au MINDEF, qui a démarré en 2015 et en était à sa deuxième phase en 2018, contribue à la réforme du secteur de sécurité dans le pays. Il vise à garantir que les forces armées centrafricaines puissent s'acquitter efficacement de leurs fonctions à long terme. En 2018, il s'agissait notamment de soutenir et de renforcer les capacités du MINDEF et de le doter de locaux équipés et fonctionnels et d'outils de travail modernes et performants.

Concrètement, la FSD a travaillé au développement du système de ressources humaines du MINDEF par le biais de logiciels dédiés. Elle a également œuvré au renforcement de la gestion des ressources financières et matérielles, tandis que le personnel du MINDEF a été formé aux outils informatiques. Par ailleurs, la FSD a contribué à l'amélioration des conditions générales de travail et de la sécurité des sites de l'armée grâce à diverses opérations, dont la rénovation de cinq bâtiments du siège et d'une route d'accès au MINDEF, qui ont été menées en étroite coopération avec le ministère et en collaboration avec la mission de formation de l'Union européenne. Ce projet spécifique s'est achevé en septembre 2018.

Les activités de réduction de la violence armée de la FSD ont été conduites depuis la sous-préfecture de Bocaranga, dans le nord-ouest du pays. L'objectif était d'améliorer la protection des populations touchées par la violence tout en contribuant à une meilleure analyse des besoins humanitaires dans la région. Pour ce faire, la FSD est intervenue dans 14 villages et, pour chacun d'entre eux, a identifié des personnes d'influence: 60 femmes et hommes ont donc bénéficié, avec l'appui du Réseau des médiateurs d'Afrique centrale, d'une formation de cinq jours portant sur la médiation. Les nouveaux médiateurs peuvent désormais aider à prévenir et à résoudre les conflits ou les problèmes de violence qui surviennent dans leur communauté. Ils ont également bénéficié d'une formation sur les risques posés par les restes explosifs de guerre afin de pouvoir sensibiliser les habitants de leurs villages respectifs en cas de reprise du conflit armé. Dans le même domaine, la FSD a organisé 165 sessions de sensibilisation à la réduction de la violence armée et 220 conférences de sensibilisation aux restes explosifs de guerre. Les effets de ces activités semblent positifs : 170 incidents impliquant des violences armées et non armées ont été enregistrés en février contre 53 en octobre, lorsque le projet a pris fin.

Le troisième projet de la FSD en République centrafricaine s'est déroulé dans le cadre de la sécurisation de l'aéroport international de Bangui M'Poko par le ministère des Transports. Près de 4'000 personnes utilisaient le site de l'aéroport pour des cultures vivrières, des cultures maraîchères, la fabrication de briques ou d'autres petites activités et ont dû être expulsées. Elles ont bénéficié d'une indemnisation, d'une formation et d'une aide à la réinstallation de l'Agence française de développement par l'intermédiaire de l'Agence pour l'exécution des travaux d'intérêt public en République centrafricaine. Le rôle de la FSD en tant qu'ONG témoin était de veiller à ce que les droits des personnes concernées soient respectés et que les informations leur parviennent à temps. Le donateur a également été informé des problèmes susceptibles d'avoir une incidence négative sur les personnes concernées ou de provoquer des violences dans cette région.

The MoD support project, which started in 2015 and was in its second phase in 2018, contributes to security sector reform in the country. It aims at ensuring that the CAR armed forces can carry out their functions effectively in the long term. In 2018, this included providing the MoD with equipped and functional work premises, with modern and efficient working tools, as well as with support and capacity-building.

Concretely, FSD worked on improving CAR's armed forces and MoD's human resources system through dedicated software, and on enhancing finance and material resource management. MoD staff were also trained to be more proficient with IT tools. In addition, FSD helped to improve the general working conditions and the safety of the army sites through various operations including the rehabilitation of five headquarter buildings and of an access road to the MoD. This was carried out in close cooperation with the Ministry and in collaboration with the European Union Training Mission. This specific project ended in September 2018.

FSD's armed violence reduction activities were carried out in the sub-prefecture of Bocaranga, in the northwest of the country. The objective was to improve the protection of populations affected by violence while contributing to a better analysis of humanitarian needs in the area. To achieve this, FSD intervened in 14 villages and identified persons of influence for each location. These 60 women and men benefited from a five-day training session on mediation with the support of the Network of Central African Ombudsmen. The new mediators can now help prevent and solve conflict or violence issues arising in their community. They have also benefited from training on the risks posed by explosive remnants of war so that they can raise awareness in their respective villages in case of renewed armed conflict. In the same area, FSD conducted 165 sensitisation sessions on reduction of armed violence and 220 awareness lectures on explosive remnants of war. The impact of these activities seems positive: 170 incidents of armed and unarmed violence were recorded in February against 53 in October, when the project ended. FSD's third project in CAR took place in the context of securing Bangui M'Poko International Airport by the Ministry of Transport. Close to 4,000 people had been using the airport site for food crops, market gardening, brick manufacture or small businesses and had to be expelled. These persons received compensation, training and resettlement support from the French Development Agency through the Agency for Execution of Works of Public Interest in the Central African Republic. The role of FSD as a witness NGO was to ensure that the rights of the persons affected were respected and that information reached them on time. The donor was also informed of issues that could have a negative impact on affected people or that might provoke any violence in this area.

## TCHAD

Le Tchad est fortement contaminé par les mines antipersonnel et antichars, ainsi que par les munitions non explosées héritées de la guerre de 1973 contre la Libye et de 30 ans de conflit interne. Cette situation entrave non seulement le développement socio-économique des régions touchées, qui comptent parmi les plus pauvres du pays, mais menace également les populations locales dans leur vie quotidienne. En 2017, les restes explosifs de guerre ont tué 33 personnes et en ont blessé 113 autres. La FSD s'est vu confier la tâche de renforcer les capacités de l'autorité tchadienne de lutte contre les mines à faire face à ce fléau.

Tout au long de l'année 2018, la FSD a continué à soutenir l'autorité nationale de lutte contre les mines (le Haut commissariat national de déminage, HCND) dans le cadre d'un projet de consortium financé par l'Union européenne et intitulé PRODECO, qui a débuté en 2017. Ce projet vise à mener des opérations de lutte contre les mines et de renforcement des capacités, ainsi que des activités socio-économiques dans les régions de Borkou, d'Ennedi, de Tibesti et du Lac. En plus de la FSD, trois entités font partie de ce consortium : Mines Advisory Group (MAG), Humanity & Inclusion (HI) et l'organisation non gouvernementale locale SECADEV. Les deux premières conduisent des activités de déminage et de sensibilisation aux dangers des mines ainsi que des activités socioéconomiques et de développement, tandis que la dernière effectue des opérations d'assistance aux victimes. La FSD est spécifiquement chargée d'appuyer le HCND en mettant l'accent sur le développement de la base de données sur les zones contaminées ainsi que sur la logistique, l'administration, le support technique et l'assurance qualité.

En 2018, les opérations sur le terrain du projet PRODECO ont accumulé un retard considérable. HI n'a pu déployer ses équipes à Borkou qu'à la fin de l'été et le déminage a débuté en octobre. MAG a déployé ses équipes dans le Tibesti en août, mais les opérations sur le terrain n'ont jamais commencé pour des raisons de sécurité. En novembre, MAG a dû battre en retraite et a effectué, à la place, des opérations de déminage dans la région du Lac pendant les deux derniers mois de l'année.

La FSD a été en mesure d'exécuter son propre plan d'action avec moins de déboires. Malgré l'arrivée tardive de l'accréditation officielle du gouvernement tchadien, obtenue en novembre 2018 après une année de procédure, l'organisation a pu mener à bien toute une série d'activités pendant l'année. Elle a formé six employés du HCND à l'utilisation de la base de données de zones soupçonnées dangereuses. Cette formation se composait notamment d'une cours d'appoint sur la saisie des données et de modules portant sur les systèmes d'information géographique. Parallèlement, elle a travaillé à la mise à jour de tous les formulaires de la base de données du HCND, à la révision du flux de gestion de l'information et au nettoyage des données saisies dans le passé. La plupart des documents écrits et des dossiers antérieurs portant sur les zones contaminées ayant été perdus, il y a actuellement dans la base de données une soixantaine de zones dont l'état de contamination est incertain et pour lesquelles des missions spécifiques de suivi d'enquêtes non techniques sont désormais nécessaires.

En ce qui concerne les services logistiques et administratifs du HCND, la FSD a formé et encadré 12 membres du personnel, avec l'objectif d'améliorer la précision des procédures et de permettre aux services et aux structures d'interagir correctement avec toutes les parties prenantes de la lutte contre les mines et tous les autres

## CHAD

Chad is heavily contaminated by antipersonnel and anti-tank mines, as well as by legacy unexploded ordnance from the 1973 war with Libya and 30 years of internal conflict. This not only hampers the socio-economic development of the affected regions, which are among the poorest in the country, but also threatens local populations in their daily life. In 2017, explosive remnants of war killed 33 persons and injured 113. FSD has been entrusted with the task of reinforcing the capacities of the Chadian mine action authority in dealing with this scourge.

FSD continued throughout 2018 to support the national mine action authority (HCND) in the context of a European Union (EU) funded consortium project entitled PRODECO, which started in 2017. This project aims to carry out mine action operations, capacity building and socio-economic activities in the provinces of Borkou, Ennedi, Tibesti and Lac. Along with FSD, three entities take part in this consortium: Mines Advisory Group (MAG), Humanity & Inclusion (HI) and the local non-governmental organisation SECADEV. The two former conduct mine clearance, mine risk education and socio-economic and development activities, while the latter carries out victim assistance operations. FSD is specifically tasked to support the HCND with a focus on developing the mined hazardous area database as well as in logistics, administration, technical demining support and quality assurance.

In 2018, the PRODECO project cumulated a considerable delay in real field operations; HI was only able to deploy their teams in Borkou in late summer and clearance started in October. MAG deployed their teams in Tibesti in August but field operations never started due to security reasons. In November, MAG were obliged to retreat. Instead, as a result, they performed cleaning operations in the Lac region for the last two months of the year.

FSD was able to fulfil its own action plan with fewer setbacks. Despite a delay in receiving its official registration agreement from the Chadian government, released in November 2018 after a one year process, FSD was able to carry out a full range of activities during the year. With regards to the development of the mined area database, FSD provided training to six HCND staff. This included a data entry refresher and modules on geographic information systems. In parallel, FSD worked on updating all HCND mined area database forms, revising the information management flow and cleaning the data entered in the past. Most of the previous written documentation and records about mined areas have indeed been lost. As a result, there are currently about 60 zones in the database for which the contamination status is doubtful and which now require specific non-technical survey follow-up missions.

Regarding the logistic and administrative departments of the HCND, FSD trained and tutored 12 staff members. The objective was to improve accuracy on procedures and to allow departments and structures to interact properly with all mine action stakeholders and other governmental departments. More specifically, efforts have focused on introducing a generic operating model and developing specific procedures to ensure efficiency within HCND.

services gouvernementaux. Plus précisément, les efforts se sont concentrés sur l'introduction d'un modèle opérationnel générique et l'élaboration de procédures spécifiques pour assurer l'efficacité au sein du HCND.

La FSD a par ailleurs encadré 13 employés appartenant au service des opérations et à la direction dans le travail d'assurance qualité du HCND. Celui-ci a reçu un appui pour l'examen et la mise à jour des procédures opérationnelles permanentes en matière de lutte contre les mines. La FSD a également guidé le HCND dans l'exécution de ses engagements internationaux découlant de l'article 5 du traité d'Ottawa (demande de prolongation du délai pour achever la destruction des mines antipersonnel).

Enfin, la FSD a commencé à renforcer les capacités du personnel du HCND en ce qui concerne les aspects socio-économiques des opérations de lutte contre les mines au Tchad, principalement en présentant ledit personnel aux différents acteurs humanitaires. Des sessions de formation ont été dispensées à 17 membres du personnel travaillant sur l'assistance aux victimes et la sensibilisation aux dangers des mines au HCND, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et le Fonds des Nations Unies pour la population.

Les activités de la FSD dans le cadre du projet PRODECO se poursuivront jusqu'en septembre 2021.

## TADJIKISTAN

Suite à l'effondrement de l'Union soviétique en 1989, le Tadjikistan s'est retrouvé avec d'immenses quantités d'armes légères et de munitions stockées dans différents endroits à travers le pays, dont certains sont encore inconnus. Celles-ci représentent une menace sérieuse pour la sécurité nationale et régionale. Depuis 2009, la FSD détruit les munitions et les armes collectées auprès des autorités tadjikes et des gardes-frontières. Au cours des deux dernières années, la FSD a également mené un projet visant à réduire l'impact des pesticides périmés, un autre vestige de l'ère soviétique, sur l'environnement et la santé.

En 2018, en plus des opérations de lutte contre les mines en Afghanistan (voir p.24), qui sont gérées depuis le bureau de Douchanbé, la FSD a continué à mener à bien deux projets au Tadjikistan. Le premier concerne la collecte, le transport et la destruction d'armes et de munitions obsolètes saisies par les forces de sécurité tadjikes, les gardes-frontières et des gardes nationaux. Le très grand nombre d'armes, légères ou non, et de munitions présentes dans le pays constitue une menace non seulement pour la population tadjike mais aussi pour la sécurité régionale. De grandes quantités d'armes et de munitions se retrouvent en effet en Afghanistan et sont utilisées directement comme armes à feu ou dans la production d'engins explosifs improvisés et la commission d'attentats suicides. Celles qui restent au Tadjikistan ne sont pas moins dangereuses : les réserves vieillissantes et mal stockées sont souvent situées à moins de quelques centaines de mètres des habitations civiles.

Depuis 2009, la FSD a détruit plus de 800 tonnes de munitions et plus de 12'000 armes et systèmes d'armes. Quarante-quatre missiles portatifs de défense aérienne ainsi que plus de 1'500 mines ont également été neutralisés.

L'accès aux stocks du ministère de la Défense en vue de leur démolition est toutefois devenu plus difficile ces dernières années en raison de sensibilités entourant l'insécurité croissante à la frontière tadjiko-afghane. La FSD s'est heurtée à d'importants obstacles

Finally, an important contribution of FSD has been to coach 13 HCND staff belonging to the operations department and to its quality assurance branch on technical aspects. HCND received support on reviewing and updating standard operating procedures for mine action. FSD also mentored HCND in the fulfilment of its international commitments in accordance with article 5 of the Ottawa Treaty (request for an extension of the deadline for completing the destruction of antipersonnel mines).

In order to modernise the structure of HCND, FSD has also begun to strengthen the capacities of HCND staff concerning the socioeconomic aspects of Chadian mine action operations; this was largely done by introducing them to various humanitarian stakeholders. Training sessions were delivered to 17 staff members working on victim assistance and mine risk education at the HCND, in collaboration with the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs and the United Nations Population Fund.

FSD's activities under the PRODECO project will continue until September 2021.

## TAJIKISTAN

The collapse of the Soviet Union in 1989 has left Tajikistan with a massive stockpile of small arms and ammunitions located in different sites across the country, some still unknown. These present a serious threat to national and regional security. Since 2009, FSD has been destroying ordnance and weapons collected from the Tajik authorities and the Border Guards. For the last two years, FSD has also been conducting a project to reduce the environmental and health impact of obsolete pesticides, another remnant from the Soviet era.

In 2018, FSD has continued to run two projects in Tajikistan, in addition to Dushanbe being a regional headquarters for its Afghan activities (see p.24). The first consists of the collection, transportation and destruction of obsolete and confiscated weapons and ammunition from Tajikistan security forces stockpiles, mainly from the Ministry of Defense and Interior, and from border and national guards. The considerable number of small arms, weapons and ammunition present in the country is not only a threat to the Tajik population but also to regional security. Large quantities of weapons and ammunition indeed find their way into Afghanistan and are used in the form of direct fire weapons or in the production of improvised explosive devices and suicide bombs. Those remaining in Tajikistan are no less dangerous: ageing and badly stored stockpiles are often located less than a few hundred metres from civilian habitations.

Since 2009, FSD has destroyed more than 800 tons of ordnance and over 12,000 weapons and weapons systems. Forty-four man-portable air defense missiles have also been disposed of, along with over 1,500 mines.

The access to stockpiles from the Ministry of Defence for demolition has however become more challenging in recent years due to sensitivities surrounding growing insecurity on the Tajik-Afghan border. FSD has encountered significant bureaucratic hurdles from authorities, in particular as a consequence of the September 2015 major

bureaucratiques de la part des autorités, en particulier à la suite de l'incident de sécurité majeur de septembre 2015 causé par l'ancien vice-ministre de la Défense, qui a fait de nombreuses victimes. Ce programme de neutralisation des armes et des munitions est financé par le Département d'État des États-Unis.

Le second projet de la FSD au Tadjikistan consiste à atténuer les effets des pesticides périmés sur les communautés locales à travers le pays. Le problème remonte aux années 1950 et 1960, lorsque des pesticides, principalement du DDT, ont été distribués presque gratuitement dans l'Union soviétique pour accroître la production agricole. Avec l'effondrement de l'URSS, d'importants stocks sont restés sans gestion ni protection. Depuis lors, les pesticides périmés ont commencé à pénétrer dans l'environnement et à migrer dans la chaîne alimentaire. Des études de laboratoire montrent que certains de ces pesticides peuvent causer des malformations congénitales, des lésions nerveuses, des cancers et d'autres problèmes de santé. Le projet a débuté à la fin 2016 lorsque la FSD a mené une étude médicale dans le village de Jaihun/Kumsangir, qui se trouve au-dessus d'une décharge de pesticides périmés. Suite à cette étude, la FSD a contribué à relocaliser quatre familles dans un endroit plus sain. L'année suivante, l'organisation a mandaté des experts en environnement de la société Tauw pour mener une enquête sur la contamination de deux autres zones gravement touchées. Une évaluation des incidences sur l'environnement a ensuite été entreprise, ainsi qu'une étude portant sur les mesures à prendre pour résoudre ce problème. Ces activités se sont poursuivies en 2018. En outre, la FSD a pris des mesures concrètes pour protéger les sources d'eau et réduire ainsi les risques pour la population locale. L'élimination physique puis la neutralisation de ces pesticides devraient avoir lieu en 2019. Ce projet est financé par divers donateurs privés.

Le projet de déminage de la FSD au Tadjikistan, en cours depuis 15 ans, n'a malheureusement pas pu se poursuivre en 2018 faute de financement.

security incident led by the former deputy defence minister, that left many casualties. This weapons and ammunition disposal program is funded by the US Department of State.

FSD's second project in Tajikistan consists of mitigating the effects of obsolete pesticides for local communities across the country. The problem dates back to the 1950s and 1960s when pesticides, predominantly DDT, were distributed almost free of charge in the Soviet Union to raise agricultural production. The collapse of the USSR left massive stocks unmanaged and unprotected. Since then, obsolete pesticides have started to penetrate the environment and migrate into the food chain. Laboratory studies show that some of these pesticides can cause birth defects, nerve damage, cancer and other health issues.

The project started in late 2016 when FSD ran a medical survey in the village of Jaihun/Kumsangir, which sits on top of an obsolete pesticide dump, and subsequently relocated four families to a cleaner location. The following year, FSD mandated environmental consultants from the Tauw company to conduct a survey on the pollution of two other severely affected areas. An environmental impact assessment was then initiated as well as a study of measures to be taken to address the issue. In 2018, these activities continued. In addition, FSD undertook concrete action to protect water sources and hence reduce risk to the local population. The physical removal and subsequent disposal of those pesticides will hopefully take place in 2019. This project is funded by various private donors.

FSD's demining project in Tajikistan, which had been ongoing for 15 years, unfortunately could not continue in 2018 due to lack of funding.

# RAPPORT DE PERFORMANCE PERFORMANCE REPORT

La FSD est une organisation de droit suisse à but non lucratif, apolitique, indépendante et neutre. Son objectif est d'éliminer les menaces pour la sécurité humaine provenant de la contamination par des explosifs et de la pollution environnementale.

À cette fin, les principales activités de la FSD sont les suivantes :

- Prévention des accidents liés aux restes explosifs de guerre grâce à des programmes de sensibilisation au danger et aux mesures de sécurité;
- Opérations de déminage humanitaire, destruction des stocks de mines ainsi que d'autres armes et munitions;
- Formation de démineurs et de responsables des stocks de munitions conformément aux normes internationales;
- Réhabilitation de sites affectés par des polluants environnementaux représentant une menace pour la sécurité humaine, tels que les pesticides périmés.

## CONSEIL DE FONDATION

Conformément aux statuts de la FSD, le Conseil de fondation se compose d'au moins cinq personnes ou entités juridiques, élus pour une période de trois ans renouvelable.

Actuellement, les membres sont les suivants :

FSD is a not-for-profit, non-political, independent and neutral organization under Swiss law. Its objective is to eliminate explosive and toxic threats to human security so that people can live again in a safe environment.

With this objective, FSD is focused on the following activities:

- The prevention of accidents related to explosive remnants of war through risk awareness and safety trainings;
- Humanitarian demining operations and the destruction of stockpiles of mines and other arms and munitions;
- The training of demining staff and managers of ammunition stockpiles, to international standards;
- The remediation of environmental pollution posing a threat to human security, such as stocks of obsolete pesticides.

## THE FOUNDATION BOARD

In accordance with FSD's statutes, the Board of Trustees is made up of at least five people or legal entities, elected for a renewable three-year period.

The current members are the following:

### LE CONSEIL DE FONDATION | THE FOUNDATION BOARD

|                  | FONCTION   POSITION   | ÉLU JUSQU'À   ELECTED UNTIL |
|------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Jürg STREULI     | Président   President | Fin 2020   End 2020         |
| Nawal AÏT-HOCINE | Membre   Member       | Fin 2021   End 2021         |
| Stéphane FELDER  | Membre   Member       | Mi 2020   Mid 2020          |
| Claudia GRASSI   | Membre   Member       | Fin 2021   End 2021         |
| Thomas KODIAK    | Membre   Member       | Fin 2020   End 2020         |
| Henri LEU        | Membre   Member       | Fin 2021   End 2021         |
| Gil MOTTET       | Membre   Member       | Fin 2020   End 2020         |
| Michel ROCH      | Membre   Member       | Fin 2020   End 2020         |

Les membres du Conseil de fondation sont également membres du Conseil d'administration de Crosstech S.A., une société de services entièrement détenue par la FSD.

Hansjörg Eberle dirige la FSD et Crosstech S.A. en tant que Directeur et la FSD France en tant que Président. Il est employé sous un contrat à durée indéterminée.

Les comptes de Crosstech et ceux de l'association FSD France sont entièrement consolidés avec ceux du groupe FSD.

En 2018, le Conseil de fondation de la FSD a organisé quatre réunions plénières avec les cadres et a pris toutes les mesures réglementaires relevant de sa juridiction. Le Conseil d'administration de Crosstech S.A. a organisé quatre réunions plénières et une assemblée générale. Quant à FSD France, elle a organisé trois séances du comité et une assemblée générale.

The members of the Foundation Board also act as members of the Board of Crosstech S.A., a service company entirely owned by FSD. Hansjörg Eberle leads FSD and Crosstech S.A. as Director and FSD France as President. He is employed with a non-fixed-term contract. Crosstech's and FSD France's accounts are fully consolidated with those of FSD group.

In 2018, the Foundation Board has held four plenary meetings with the management and has taken all the formal decisions which fall within its jurisdiction. The Crosstech S.A. Board has held four plenary meetings and a General Assembly. FSD France has held three Board meetings as well as the statutory General Assembly.

## PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Au cours des 20 dernières années, la FSD a nettoyé plus de 43'307 hectares (433'075'317 m<sup>2</sup>) de terres, qui ont ensuite été restituées à la population locale. À ce jour, la FSD a neutralisé et détruit au total plus de 1'347'393 engins explosifs. En 2018, la FSD a nettoyé et restitué plus de 175 hectares (1'759'215 m<sup>2</sup>) de terres et a détruit 12'630 engins explosifs.

## PARTENARIATS ET ACCORDS DE COOPÉRATION

La FSD est un partenaire de la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO) depuis 2004. ECHO a cependant mis un terme à ce partenariat avec la FSD, comme avec tous ses autres partenaires suisses, le 21 décembre 2018.

En 2005, la FSD a signé un accord de partenariat ouvert avec FSD France.

La FSD a signé un accord de partenariat avec l'ONG italienne « Helpcode » avec l'intention de proposer des projets conjoints à des donateurs potentiels et de répondre ensemble à des appels d'offre.

## FINANCEMENT

Le financement principal des programmes de la FSD provient des gouvernements des États-Unis et du Canada, de donateurs multilatéraux comme EuropeAid, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Common Humanitarian Fund (CHF) ainsi que de la Fondation PATRIP. L'État et la Ville de Genève, d'autres villes, des communautés et fondations suisses ainsi que des donateurs privés contribuent également au financement de la FSD.

La FSD a signé le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophe. Elle applique également les quatre principes humanitaires définis par ECHO (humanité, neutralité, impartialité et indépendance).

Depuis 2003, la FSD bénéficie du label de qualité ZEWO, délivré par le Service suisse de certification pour les organisations d'utilité publique qui récoltent des dons. Ce label vérifie que les dons sont bien affectés, de manière économique et efficace, aux projets prévus. Il est délivré à des organisations transparentes, qui fournissent des informations financières exactes et fiables, ont des mécanismes de contrôle indépendants et adaptés, communiquent de façon ouverte et obtiennent leurs fonds de manière équitable.

En 2018, la FSD, Crosstech S.A. et FSD France ont renouvelé la certification ISO 9001:2015, qui couvre les domaines des programmes d'action contre les mines et la gestion globale des projets ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés.

## UTILISATION DES RESSOURCES

La FSD emploie quatre collaborateurs permanents à son siège de Genève et dispose d'un important bureau de soutien à Manille. La majeure partie des fonds de la FSD sont directement affectés à la mise en œuvre des projets sur le terrain.

Le bureau de soutien de la FSD à Manille a fourni tout au long de l'année des services d'audit interne pour les programmes de la FSD et a rédigé un total de 90 rapports d'audit interne. Les comptables de la FSD de Manille ont également procédé à dix visites de terrain à des fins d'audit et de formation.

Les comptes de la FSD, de Crosstech S.A. et du groupe FSD consolidé, ont été soumis à un audit complet par MAZARS Audit & Advisory Services Industry.

## OPERATIONAL PERFORMANCES

In the last 20 years, FSD has cleared more than 43,307 hectares (433,075,317 square meters) of land that could then be handed over to the local population. In total, FSD has cleared and destroyed so far more than 1,347,393 items of landmines and unexploded ordnance. In 2018 alone, FSD cleared and released more than 175 hectares (1'759,215 m<sup>2</sup>) of land and destroyed 12,630 landmines and unexploded ammunitions.

## PARTNERSHIPS AND COOPERATION AGREEMENTS

FSD has been a framework partner of the Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO) since 2004. ECHO has however terminated this partnership agreement with FSD as well as with all other Swiss partner organizations on 21.12.2018.

In 2005, FSD signed an open-end partnership agreement with FSD France.

FSD has signed a memorandum of understanding with the Italian NGO "Helpcode", in view of joint engagements into joint biddings and operations.

## FUNDING

The main project revenue for FSD programs originates from the governments of the USA and Canada. Multilateral donors, such as EuropeAid, the United Nations Children's Emergency Fund (UNICEF), and the Common Humanitarian Fund (CHF) as well as PATRIP Foundation have contributed to the funding of the programs. Other contributions have been received from the Canton and the City of Geneva, other Swiss cities, communities and foundations, as well as from private donors.

FSD has signed, and adheres to, the Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief, as well as to the four humanitarian principles established by ECHO (humanity, neutrality, impartiality and independence).

FSD has been certified by the ZEWO Foundation, the Swiss Certifying Authority for Charitable and Donation-funded Organizations, since 2003. The ZEWO seal attests that donations will be used economically, effectively and for their designated purpose. It certifies organizations that offer transparent information and true and fair financial reporting, have independent and appropriate control mechanisms, provide open communications and procure their funds in a fair manner.

In 2018, FSD, Crosstech S.A. and FSD France successfully passed their surveillance audit for the ISO 9001:2015 certification, covering the areas of mine action programs as well as overall project management and all related activities including fundraising, donor relations, training, risk management and the associated support processes.

## USE OF RESOURCES

FSD maintains a small headquarters with four permanent staff in Geneva as well as an important support office in Manila. Most of FSD's funds are directly dedicated to the implementation of projects in the field.

FSD's Manila support office has provided internal audit services for FSD's programs and issued a total of 90 internal audit reports throughout the year. FSD Manila accountants also performed ten field visits for audit and training purposes.

The accounts of FSD, Crosstech S.A. and the consolidated FSD group have been subject to a full audit by MAZARS Audit & Advisory Services Industry.

## ORGANISMES DE CONTRÔLE

En tant que fondation, la FSD agit sous le contrôle de l'Autorité fédérale suisse de surveillance des fondations, rattachée au Département fédéral de l'intérieur.

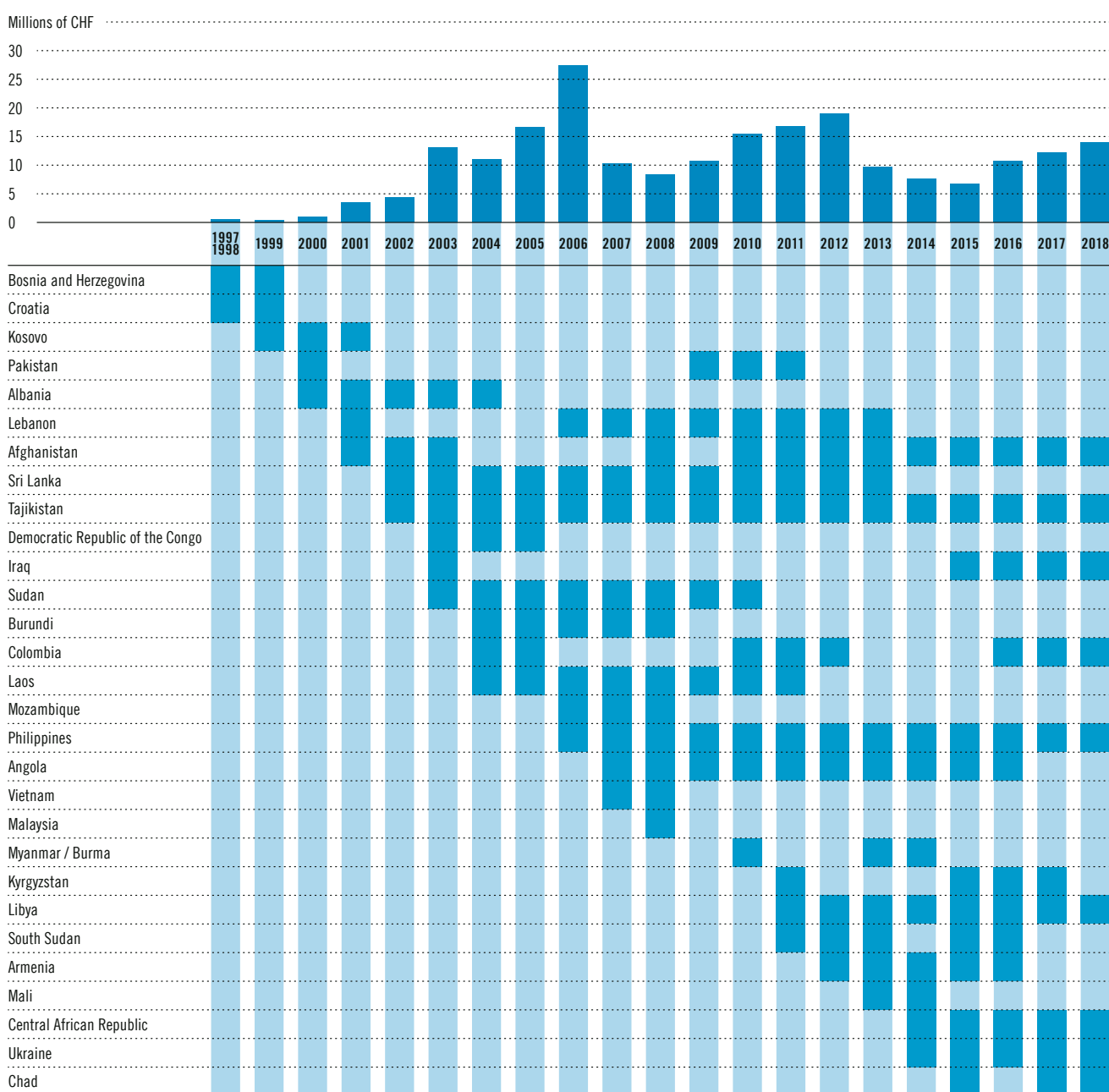
En 21 ans d'existence, ainsi que le montre le graphique ci-dessous, la FSD a mis en œuvre des projets dans 29 pays. Pendant toutes ces années, les afflux de fonds et volumes d'activités ont fluctué. La FSD est néanmoins toujours restée une organisation très solide, aussi bien sur le plan organisationnel que financier.

## SUPERVISORY BODIES

As a foundation, FSD operates under the surveillance of the Swiss Federal Supervisory Authority for Foundations under the Swiss Federal Ministry of Interior.

In 21 years of existence, and as the following graphical analysis shows, FSD has implemented successful programs in a total of 29 countries. Funding streams and operational volumes have fluctuated over all these years. FSD has remained very solid, even during years with lower donor income, both from a financial and an organizational perspective.

### FSD ANNUAL EXPENDITURE AND TIMESCALE OF OPERATIONS PER COUNTRY



# RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE AUDITOR'S REPORT



**MAZARS SA**  
Chemin de Blandonnet 2  
1214 Vernier-Geneve

Téléphone +41 22 708 10 80  
Téléfax +41 22 708 10 88  
CHE.116.331.176 TVA  
www.mazars.ch

## Report of the statutory auditor on the consolidated financial statements to the Board of Trustees of FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), Geneva

### Report of the Statutory Auditor on the Consolidated Financial Statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of FONDATION SUISSE DE DEMINAGE (FSD), which comprise the consolidated balance sheet as at 31 December 2018, the consolidated statement of operations, the consolidated cash flow statement, consolidated changes in capital and notes for the year ended 31 December 2018. In accordance with Swiss GAAP FER 21, the information in the performance report is not subject to the obligation of examination of auditors. The audit of the prior year consolidated financial statements was performed by another auditor who expressed an unqualified audit opinion on those consolidated financial statements in his report dated 5 June 2018.

#### Board of Trustees' Responsibility

The Board of Trustees is responsible for the preparation of the consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER, the requirements of Swiss law and the foundation statutes. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The Board of Trustees is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

#### Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system.

An audit also includes evaluating the appropriateness of the accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

#### Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2018 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP FER, and comply with Swiss law and the foundation statutes.

#### Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 728 CO and article 11 AOA) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 728a paragraph 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of financial statements according to the instructions of the Board of Trustees.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

**MAZARS SA**

Jean-Marc Jenny  
Licensed Audit Expert  
Auditor in Charge

Franck Paucod  
Licensed Audit Expert

Geneva, 25 April 2019



FRIBOURG

GENEVE

LAUSANNE

NEUCHÂTEL

SION

ZURICH



# ÉTATS FINANCIERS FINANCIAL STATEMENTS

ANNÉE FISCALE 2018 (EN FRANCS SUISSES) FINANCIAL YEAR 2018 (IN SWISS FRANCS)

## BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER

|                                                                    |                                               | 2018              | 2017              | Notes |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------|
| <b>ACTIF</b>                                                       | <b>ASSETS</b>                                 |                   |                   |       |
| <b>Actif circulant</b>                                             | <b>Current assets</b>                         |                   |                   |       |
| Liquidités                                                         | Cash and cash equivalents                     | 11'625'783        | 7'187'638         | 3.1   |
| Créances résultant de ventes et de prestations                     | Receivable from:                              |                   |                   |       |
| - envers des tiers                                                 | - third parties                               | -                 | 26'226            |       |
| Autres créances à court terme                                      | Other short-term receivables                  | 292'057           | 108'642           | 3.2   |
| Actifs de régularisation                                           | Prepaid expenses and accrued income           | 2'318'179         | 2'630'365         | 3.3   |
| <b>Total Actif circulant</b>                                       | <b>Total Current assets</b>                   | <b>14'236'019</b> | <b>9'952'871</b>  |       |
| <b>Actif Immobilisé</b>                                            | <b>Non-current assets</b>                     |                   |                   |       |
| Immobilisations corporelles nettes                                 | Fixed assets, net                             | 299'982           | 385'426           | 3.4   |
| Immobilisations incorporelles                                      | Intangible assets                             | 10'011            | 17'897            | 3.5   |
| Garantie de loyer                                                  | Rent deposit                                  | 18'900            | 18'900            |       |
| <b>Total Actif immobilisé</b>                                      | <b>Total non-current assets</b>               | <b>328'893</b>    | <b>422'223</b>    |       |
| <b>Total Actif</b>                                                 | <b>Total Assets</b>                           | <b>14'564'912</b> | <b>10'375'094</b> |       |
| <b>PASSIF</b>                                                      | <b>LIABILITIES, FUNDS &amp; CAPITAL</b>       |                   |                   |       |
| <b>Fonds étrangers</b>                                             | <b>Liabilities</b>                            |                   |                   |       |
| Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services | Trade Payables                                | 7'998             | 39'312            |       |
| Autres dettes à court terme                                        | Other short-term liabilities                  | 154'236           | 124'125           | 3.6   |
| Passifs de régularisation                                          | Accrued expenses                              | 479'038           | 1'203'972         | 3.7   |
| Avances sur projets                                                | Projects' deferred income                     | 5'469'359         | 808'717           | 3.18  |
| <b>Total fonds étrangers</b>                                       | <b>Total liabilities</b>                      | <b>6'110'631</b>  | <b>2'176'126</b>  |       |
| <b>Fonds propres</b>                                               | <b>Foundation Capital</b>                     |                   |                   |       |
| Capital de fondation                                               | Paid-in capital                               | 50'000            | 50'000            |       |
| Réserve légale générale                                            | Legal unrestricted fund                       | 50'000            | 50'000            |       |
| Ecart de conversion                                                | Translation difference                        | 2'438             | 19'353            |       |
| Fonds d'assurance                                                  | Insurance fund                                | 3'000'000         | 2'700'000         |       |
| Fonds libres                                                       | Unrestricted fund                             | 5'379'615         | 4'989'703         |       |
| Résultat annuel après prélèvement et attributions                  | Annual result after allocations               | -27'772           | 389'912           |       |
| <b>Total Fonds propres</b>                                         | <b>Total Foundation Funds &amp; Capital</b>   | <b>8'454'281</b>  | <b>8'198'968</b>  |       |
| <b>Total Passif</b>                                                | <b>Total Liabilities, Funds &amp; Capital</b> | <b>14'564'912</b> | <b>10'375'094</b> |       |

# COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

|                                                                     | 2018<br>Unrestricted | 2018<br>Project Fund | 2018<br>Total     | 2017<br>Unrestricted | 2017<br>Project Fund | 2017<br>Total     | Notes      |
|---------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------|------------|
| <b>RECETTES</b>                                                     |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Contributions                                                       | 69'300               | 16'840'680           | 16'909'980        | 13'109               | 10'353'999           | 10'367'108        | 3.18       |
| Prestations de service terrain                                      | 687'419              | -                    | 687'419           | 616'417              | -                    | 616'417           |            |
| Autres prestations de services                                      | 123'725              | -                    | 123'725           | 171'606              | -                    | 171'606           |            |
| Charges administratives facturées aux projets                       | 901'881              | 24'161               | 926'042           | 823'874              | 17'319               | 841'193           |            |
| <b>Total recettes</b>                                               | <b>1'782'325</b>     | <b>16'864'841</b>    | <b>18'647'166</b> | <b>1'625'006</b>     | <b>10'371'318</b>    | <b>11'996'324</b> |            |
| <b>DÉPENSES DIRECTES ET ADMINISTRATIVES</b>                         |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Frais de personnel                                                  | 945'268              | 6'542'008            | 7'487'276         | 818'331              | 5'967'373            | 6'785'704         | 3.9/3.10   |
| Frais de voyage                                                     | 45'208               | 507'274              | 552'482           | 55'569               | 469'687              | 525'256           |            |
| Équipement, véhicules et locations                                  | 6'932                | 1'422'188            | 1'429'120         | 4'338                | 815'071              | 819'409           |            |
| Consommables opérationnel, réparations et entretien                 | 3'620                | 1'367'825            | 1'371'445         | 2'351                | 1'478'381            | 1'480'732         |            |
| Charges générales et administratives                                | 187'321              | 543'466              | 730'787           | 233'833              | 482'087              | 715'920           |            |
| Honoraires                                                          | 56'611               | 214'049              | 270'660           | 84'140               | 187'091              | 271'231           |            |
| Frais bancaires                                                     | 4'763                | 24'881               | 29'644            | 4'502                | 26'022               | 30'524            |            |
| Frais assurances                                                    | 23'486               | 189'412              | 212'898           | 17'128               | 162'653              | 179'781           |            |
| Frais de télécommunication                                          | 38'209               | 71'449               | 109'658           | 45'925               | 60'392               | 106'317           |            |
| Charges de collectes publiques de fonds                             | 417'228              | -                    | 417'228           | -                    | -                    | -                 |            |
| Frais de publications, de communication et de promotion             | 20'028               | 22'008               | 42'036            | 16'643               | 21'204               | 37'847            |            |
| Amortissements                                                      | 268'857              | -                    | 268'857           | 241'514              | -                    | 241'514           | 3.4/3.5    |
| Frais des partenaires d'implémentation facturés aux projets         | -                    | 2'899                | 2'899             | -                    | 1'755                | 1'755             | 3.18       |
| Charges administratives facturées aux projets                       | -                    | 926'042              | 926'042           | -                    | 841'195              | 841'195           | 3.18       |
| <b>Total dépenses</b>                                               | <b>2'017'531</b>     | <b>11'833'501</b>    | <b>13'851'032</b> | <b>1'524'274</b>     | <b>10'512'911</b>    | <b>12'037'185</b> | <b>3.9</b> |
| <b>Résultat opérationnel, net</b>                                   | <b>(235'206)</b>     | <b>5'031'340</b>     | <b>4'796'134</b>  | <b>100'732</b>       | <b>(141'593)</b>     | <b>(40'861)</b>   |            |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER</b>                                           |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Produits d'intérêts                                                 | 9'403                | -                    | 9'403             | 5'901                | 46                   | 5'947             |            |
| Gain de change                                                      | 333'551              | -                    | 333'551           | 329'933              | 53'362               | 383'295           |            |
| Perte de change                                                     | (496'365)            | (14'214)             | (510'579)         | (334'127)            | -                    | (334'127)         | 3.18       |
| <b>Résultat financier, net</b>                                      | <b>(153'411)</b>     | <b>(14'214)</b>      | <b>(167'625)</b>  | <b>1'707</b>         | <b>53'408</b>        | <b>55'115</b>     |            |
| <b>AUTRES PRODUITS</b>                                              |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés              | 3'479                | -                    | 3'479             | 9'930                | -                    | 9'930             | 3.4        |
| Autres produits                                                     | 35                   | -                    | 35                | 423                  | -                    | 423               |            |
| <b>Total autres recettes</b>                                        | <b>3'514</b>         | <b>-</b>             | <b>3'514</b>      | <b>10'353</b>        | <b>-</b>             | <b>10'353</b>     |            |
| <b>RÉSULTAT DU FOND D'ASSURANCE</b>                                 |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Produits d'assurance                                                | 1'381'216            | -                    | 1'381'216         | 1'240'646            | -                    | 1'240'646         | 3.8        |
| Charges d'assurance                                                 | (1'071'899)          | -                    | (1'071'899)       | (998'957)            | -                    | (998'957)         | 3.8        |
| <b>Résultat net du Fond d'assurance</b>                             | <b>309'317</b>       | <b>-</b>             | <b>309'317</b>    | <b>241'689</b>       | <b>-</b>             | <b>241'689</b>    | <b>3.8</b> |
| <b>Résultat courant net avant impact des projets terminés</b>       | <b>(75'786)</b>      | <b>5'017'126</b>     | <b>4'941'340</b>  | <b>354'481</b>       | <b>(88'185)</b>      | <b>266'296</b>    |            |
| Résultat net des projets terminés transféré dans les Fonds libres   | 356'485              | (356'485)            | -                 | 43'593               | (43'593)             | -                 | 3.18       |
| Variation des avances de projets                                    | -                    | (4'660'641)          | (4'660'641)       | -                    | 131'778              | 131'778           |            |
| <b>Résultat d'exploitation avant impôts et attributions</b>         | <b>280'699</b>       | <b>-</b>             | <b>280'699</b>    | <b>398'074</b>       | <b>-</b>             | <b>398,074</b>    |            |
| Impôt sur le bénéfice                                               | (8'471)              | -                    | (8'471)           | (8'162)              | -                    | (8,162)           |            |
| <b>Résultat annuel avant modification des Fonds et attributions</b> | <b>272'228</b>       | <b>-</b>             | <b>272'228</b>    | <b>389'912</b>       | <b>-</b>             | <b>389,912</b>    |            |
| Fonds d'assurance                                                   | (300'000)            | -                    | (300'000)         | -                    | -                    | -                 |            |
| <b>Résultat annuel après attributions</b>                           | <b>(27'772)</b>      | <b>-</b>             | <b>(27'772)</b>   | <b>389'912</b>       | <b>-</b>             | <b>389,912</b>    |            |

# CONSOLIDATED STATEMENT OF OPERATIONS

|                                                                    | 2018<br>Unrestricted | 2018<br>Project Fund | 2018<br>Total     | 2017<br>Unrestricted | 2017<br>Project Fund | 2017<br>Total     | Notes      |
|--------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------|------------|
| <b>INCOME</b>                                                      |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Contributions                                                      | 69'300               | 16'840'680           | 16'909'980        | 13'109               | 10'353'999           | 10'367'108        | 3.18       |
| Revenue from field services                                        | 687'419              | -                    | 687'419           | 616'417              | -                    | 616'417           |            |
| Revenue from service contract                                      | 123'725              | -                    | 123'725           | 171'606              | -                    | 171'606           |            |
| HQ overhead expenditures billed to the projects                    | 901'881              | 24'161               | 926'042           | 823'874              | 17'319               | 841'193           |            |
| <b>Total income</b>                                                | <b>1'782'325</b>     | <b>16'864'841</b>    | <b>18'647'166</b> | <b>1'625'006</b>     | <b>10'371'318</b>    | <b>11'996'324</b> |            |
| <b>DIRECT AND ADMINISTRATIVE EXPENSES</b>                          |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Staff costs                                                        | 945'268              | 6'542'008            | 7'487'276         | 818'331              | 5'967'373            | 6'785'704         | 3.9/3.10   |
| Travel costs                                                       | 45'208               | 507'274              | 552'482           | 55'569               | 469'687              | 525'256           |            |
| Equipment, Vehicles and Rentals                                    | 6'932                | 1'422'188            | 1'429'120         | 4'338                | 815'071              | 819'409           |            |
| Operational Consumables, repairs and maintenance                   | 3'620                | 1'367'825            | 1'371'445         | 2'351                | 1'478'381            | 1'480'732         |            |
| General and office costs                                           | 187'321              | 543'466              | 730'787           | 233'833              | 482'087              | 715'920           |            |
| Professional fees                                                  | 56'611               | 214'049              | 270'660           | 84'140               | 187'091              | 271'231           |            |
| Bank charges                                                       | 4'763                | 24'881               | 29'644            | 4'502                | 26'022               | 30'524            |            |
| Insurance charges                                                  | 23'486               | 189'412              | 212'898           | 17'128               | 162'653              | 179'781           |            |
| Telecommunication costs                                            | 38'209               | 71'449               | 109'658           | 45'925               | 60'392               | 106'317           |            |
| Public fundraising cost                                            | 417'228              | -                    | 417'228           | -                    | -                    | -                 |            |
| Publications and other communication and promotion expenses        | 20'028               | 22'008               | 42'036            | 16'643               | 21'204               | 37'847            |            |
| Depreciation and Amortization                                      | 268'857              | -                    | 268'857           | 241'514              | -                    | 241'514           | 3.4/3.5    |
| Implementing partner's overhead expenditure billed to the projects | -                    | 2'899                | 2'899             | -                    | 1'755                | 1'755             | 3.18       |
| HQ overhead expenditures billed to the projects                    | -                    | 926'042              | 926'042           | -                    | 841'195              | 841'195           | 3.18       |
| <b>Total expenses</b>                                              | <b>2'017'531</b>     | <b>11'833'501</b>    | <b>13'851'032</b> | <b>1'524'274</b>     | <b>10'512'911</b>    | <b>12'037'185</b> | <b>3.9</b> |
| <b>Net operating result</b>                                        | <b>(235'206)</b>     | <b>5'031'340</b>     | <b>4'796'134</b>  | <b>100'732</b>       | <b>(141'593)</b>     | <b>(40'861)</b>   |            |
| <b>FINANCIAL RESULT</b>                                            |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Interest income                                                    | 9'403                | -                    | 9'403             | 5'901                | 46                   | 5'947             |            |
| Currency exchange gain                                             | 333'551              | -                    | 333'551           | 329'933              | 53'362               | 383'295           |            |
| Currency exchange loss                                             | (496'365)            | (14'214)             | (510'579)         | (334'127)            | -                    | (334'127)         | 3.18       |
| <b>Net financial result</b>                                        | <b>(153'411)</b>     | <b>(14'214)</b>      | <b>(167'625)</b>  | <b>1'707</b>         | <b>53'408</b>        | <b>55'115</b>     |            |
| <b>OTHER INCOME</b>                                                |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Gains arising from disposals of fixed assets                       | 3'479                | -                    | 3'479             | 9'930                | -                    | 9'930             | 3.4        |
| Other income                                                       | 35                   | -                    | 35                | 423                  | -                    | 423               |            |
| <b>Net other income</b>                                            | <b>3'514</b>         | <b>-</b>             | <b>3'514</b>      | <b>10'353</b>        | <b>-</b>             | <b>10'353</b>     |            |
| <b>INSURANCE FUND RESULT</b>                                       |                      |                      |                   |                      |                      |                   |            |
| Insurance income                                                   | 1'381'216            | -                    | 1'381'216         | 1'240'646            | -                    | 1'240'646         | 3.8        |
| Insurance expenditures                                             | (1'071'899)          | -                    | (1'071'899)       | (998'957)            | -                    | (998'957)         | 3.8        |
| <b>Net result of the insurance Fund</b>                            | <b>309'317</b>       | <b>-</b>             | <b>309'317</b>    | <b>241'689</b>       | <b>-</b>             | <b>241'689</b>    | <b>3.8</b> |
| <b>Net ordinary result before closed projects</b>                  | <b>(75'786)</b>      | <b>5'017'126</b>     | <b>4'941'340</b>  | <b>354'481</b>       | <b>(88'185)</b>      | <b>266'296</b>    |            |
| Net result from closed projects transferred to unrestricted fund   | 356'485              | (356'485)            | -                 | 43'593               | (43'593)             | -                 | 3.18       |
| Projects deferred income variation                                 | -                    | (4'660'641)          | (4'660'641)       | -                    | 131'778              | 131'778           |            |
| <b>Operating result for the year before tax and allocations</b>    | <b>280'699</b>       | <b>-</b>             | <b>280'699</b>    | <b>398'074</b>       | <b>-</b>             | <b>398,074</b>    |            |
| Income taxes                                                       | (8'471)              | -                    | (8'471)           | (8'162)              | -                    | (8,162)           |            |
| <b>Annual result before allocations to/from Funds</b>              | <b>272'228</b>       | <b>-</b>             | <b>272'228</b>    | <b>389'912</b>       | <b>-</b>             | <b>389,912</b>    |            |
| Insurance Fund                                                     | (300'000)            | -                    | (300'000)         | -                    | -                    | -                 |            |
| <b>Annual result after allocations</b>                             | <b>(27'772)</b>      | <b>-</b>             | <b>(27'772)</b>   | <b>389'912</b>       | <b>-</b>             | <b>389,912</b>    |            |

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

## CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

|                                                                                  |                                                | 2018             | 2017             | Notes   |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------|------------------|---------|
| Résultat annuel avant modification des Fonds et attributions                     | Annual result before allocations to/from funds | 272'228          | 389'912          |         |
| Amortissements                                                                   | Depreciation and Amortization                  | 268'857          | 241'514          | 3.4/3.5 |
| Ecart de conversion                                                              | Translation difference                         | (16'915)         | 23'069           |         |
| Amortissement d'immobilisations corporelles                                      | Write-off of fixed assets                      | -                | 5                | 3.4     |
| Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés                           | Gains arising from disposals of fixed assets   | (3'479)          | (9'930)          | 3.4     |
| Variation des créances résultant de ventes et de prestations                     | Changes in receivables                         | 26'226           | 582              |         |
| Variation des autres créances à court terme                                      | Changes in other short-term receivables        | (183'415)        | 10'898           |         |
| Variation des actifs de régularisation                                           | Changes in prepaid expenses and accrued income | 312'186          | (214'201)        |         |
| Variation des dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services | Changes in trade payables                      | (31'314)         | (21'810)         |         |
| Variation des autres dettes à court terme                                        | Changes in other short-term liabilities        | 30'111           | (196'632)        |         |
| Variation des passifs de régularisation                                          | Changes in accrued expenses                    | (724'934)        | 302'037          |         |
| Variation des avances sur projets                                                | Changes in projects' deferred income           | 4'660'642        | (131'778)        |         |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>                      | <b>Cash flows from operating activities</b>    | <b>4'610'193</b> | <b>393'666</b>   |         |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                                       | Acquisition of fixed assets                    | (176'192)        | (340'224)        | 3.4     |
| Cessions d'immobilisations corporelles                                           | Proceeds from sale of fixed assets             | 4'144            | 9'943            | 3.4     |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles                                     | Acquisition of intangible assets               | -                | (24'663)         |         |
| Garantie de loyer                                                                | Rent deposit                                   | -                | (18'900)         |         |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>                    | <b>Cash flows from investing activities</b>    | <b>(172'048)</b> | <b>(373'844)</b> |         |
| <b>Variation de la trésorerie</b>                                                | <b>Change in cash and cash equivalents</b>     | <b>4'438'145</b> | <b>19'822</b>    |         |
| Liquidités au 1er janvier                                                        | Cash and cash equivalents as at 1st January    | 7'187'638        | 7'167'816        |         |
| Liquidités au 31 décembre                                                        | Cash and cash equivalents as at 31 December    | 11'625'783       | 7'187'638        | 3.1     |
| <b>Variation de la trésorerie</b>                                                | <b>Change in cash and cash equivalents</b>     | <b>4'438'145</b> | <b>19,822</b>    |         |

## STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL

|                                                  | Paid-in capital | Legal Unrestricted Fund | Translation gain / (loss) | Insurance Fund   | Unrestricted Funds | Total            |
|--------------------------------------------------|-----------------|-------------------------|---------------------------|------------------|--------------------|------------------|
| Balance as of 01 January 2017 as adjusted        | 50'000          | 50'000                  | (3'714)                   | 2'700'000        | 4'989'703          | 7'785'989        |
| Translation difference                           | -               | -                       | 23'067                    | -                | -                  | 23'067           |
| Change in Foundation Capital:                    |                 |                         |                           |                  |                    |                  |
| Net result for the year before allocation        | -               | -                       | -                         | -                | 389'912            | 389'912          |
| 2017 Net change                                  | -               | -                       | 23'067                    | -                | 389'912            | 412'979          |
| Balance as of 01 January 2018                    | 50'000          | 50'000                  | 19'353                    | 2'700'000        | 5'379'615          | 8'198'968        |
| Translation difference                           | -               | -                       | (16'915)                  | -                | -                  | (16'915)         |
| Change in Foundation Capital:                    |                 |                         |                           |                  |                    |                  |
| Net result for the year before allocation        |                 |                         |                           |                  | 272'228            | 272'228          |
| Transfer of funds / allocation of funds          |                 |                         |                           | 300'000          | (300'000)          | -                |
| <b>Foundation Capital as of 31 December 2018</b> | <b>50'000</b>   | <b>50'000</b>           | <b>2'438</b>              | <b>3'000'000</b> | <b>5'351'843</b>   | <b>8'454'281</b> |

# NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2018 (in CHF)

## 1. GENERAL INFORMATION

The FSD Group is composed by the Fondation Suisse de Déminage (FSD), a Swiss foundation registered in the Canton of Geneva on 9 January 2003 as the ultimate parent entity, and its fully owned subsidiary, Crosstech S.A. (Crosstech), a Public Limited Swiss Company, as well as the Association FSD France, a registered association in France as per the law 1901.

Both Crosstech and FSD headquarters are located at 14b, Avenue Giuseppe-Motta, 1202 Geneva, Switzerland whereas Association FSD France has its address at Allée du Joran, 74160 Feigères, in France.

FSD and Association FSD France aims to eliminate mines, unexploded ordnance, explosive remnants of war and chemical and nuclear pollutants so that people can live in a safe environment. Crosstech SA is company providing Explosive Hazards Reduction as well as logistical services to FSD group.

## 2. PRINCIPLES

### 2.1. Basis of accounting

The consolidated financial statements of the Fondation Suisse de Déminage group (FSD group) were prepared according to the principles of the Swiss GAAP FER Framework and Recommendations and specifically Swiss GAAP FER 21 (Accounting for charitable, social non-profit organizations). Where not prescribed by law, the significant accounting and valuation principles applied are described below.

These financial statements present the consolidated activities of the FSD Group.

### 2.2. Basis of consolidated financial statements preparation

The entities integrated in FSD consolidated financial statements are those controlled directly or indirectly by Fondation Suisse de Déminage (FSD). Association FSD France and Crosstech SA are fully consolidated. The basis of the preparation of the consolidated accounts is the standalone accounts of each entity controlled by FSD that are adjusted to the group accounting standards and principles.

All inter-company positions recorded in balance sheet as at 31 December 2018 have been eliminated in the consolidated balance sheet. The intercompany transactions recorded in the statement of operations have not been eliminated to not affect the projects statement of operations, except for the projects' contributions and expenditures transactions between FSD and FSD France respectively.

The annual average number of full-time staff has been higher than 250 in 2018 and 2017.

### 2.3. Foreign currency transactions

During the year, the group entities transactions, denominated in foreign currencies, are translated into the entities functional currency by applying the actual exchange rate at the month of the transaction date. Assets and liabilities that arise in currencies other than the entities functional currency are translated at exchange rates prevailing at year-end.

When FSD and Crosstech's accounting records are maintained in Swiss francs (CHF), FSD France functional currency is the Euro (EUR).

For consolidation purpose, the annual accounts of FSD France are translated from Euro into Swiss Francs using the year-end closing rate.

Unrealised exchange differences other than on cash and cash equivalents are recorded in the statement of operations in the case of a loss. They are deferred to the balance sheet in the case of a gain. Unrealised exchange differences related to cash and cash equivalents are recorded in the statement of operations.

The following exchange rates were applied as at 31 December 2018:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.02022

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.89071

The exchange rates applied as at 31 December 2017 were:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.01965

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.85441

### 2.4. Cash and cash equivalents

Cash in bank and short-term deposits with banks are considered as cash and cash equivalents.

### 2.5. Receivable and other short-term receivable

These captions are mainly composed by receivable from customers, income tax receivable, cash advances to employees and an implementing partner.

An allowance for doubtful accounts is set-up based on the specific receivables from customers, which are determined to be uncollectible at the time of the preparation of the financial statements.

### 2.6. Prepaid expenses and accrued income

Prepaid expenses and accrued income mainly consists of accrued income from donors and insurance claims.

### 2.7. Fixed assets

Fixed assets are shown in the balance sheet at net book value. They are composed by equipment and vehicles - with a minimum amount of CHF 800 per item - purchased for use in demining operations and Head Office fixed assets. Costs of fixed assets include expenditures incurred in acquiring and bringing them to their existing location and condition.

Depreciation per year is 50% of the original acquisition costs for equipment and second hand vehicles and 20% for the brand new vehicles.

### 2.8. Intangible assets

Intangible assets refers to the cost of upgrading the accounting software, which is capitalized based on the cost incurred to acquire and bring to use the system. This cost is amortized on a straight-line basis over three (3) years.

### 2.9. Trade payables and other short-term liabilities

Trade payables are related to the purchase of goods and services from suppliers. Other short-term liabilities include reimbursements to employees, social securities, fees payable to the external auditors and cantonal & communal income tax. These are valued at transaction amount.

### 2.10. Accrued expenses

Accrued expenses are expenses that have been incurred but not yet invoiced as at the balance sheet date.

### 2.11. Projects' deferred income (Project Fund)

Contributions received but not yet earned as at the balance sheet date.

### 2.12. Insurance Fund

The Insurance Fund operates as a captive insurance and belongs to FSD. The Fund, including the overall loss settlement, is managed by an external insurance expert.

The accumulated funds, supplemented by third party reinsurance, covers the following risks:

- Mine accidents and war risk of national and international staff;
- Political and conventional risks of the assets in the field;
- Employer's liability at the head office and in the field.

Any profit and loss generated by the Fund is recognized as income or expenditure in the consolidated financial statements.

### 2.13. Unrestricted fund

This reserve is the accumulation of excess funds that have been set aside with no specific reservation or restriction.

### 2.14. Income

Grants, donations or contributions are recognized as income in the period in which they have been received unless the right to receive the funds has not been transferred in the current year. Income not yet received but services have already been rendered are recorded as accrued income. Revenue relating to future years services is recorded on the balance sheet as Projects' deferred income.

## 2.15. Expenditures

Expenses are accrued and recognized when incurred. Administrative and fundraising expenses refer to head office costs and are shown separately from Direct Project Expenditure, which is the field cost in implementing a project.

## 2.16. Cost allocation to programs

### a) Participation of programs in head office costs

FSD covers its head office costs primarily by charging to the projects an overhead cost of 7-12% of the direct expenses of most of the international programs and projects. These Head office overhead costs billed to projects are not eliminated in the consolidated figures but are presented gross in the statement of operations in unrestricted revenue and in projects' expenditures to show a true transparent projects' restricted net results and variation of deferred income.

### b) Staff costs billed to projects

FSD head office charges time spent by key personnel directly to the programs and projects where time can be clearly attributed and justified.

### c) Rental of assets

Crosstech S.A. maintains an asset pool, consisting mainly of field vehicles and light mine clearance assets such as drones, detectors, global positions systems and protective equipment. These assets are located outside Switzerland. These equipment and vehicles are made available throughout the year to projects and programmes in Afghanistan, Central African Republic, Colombia, Iraq, Philippines, Tajikistan and Ukraine.

## 2.17. Financial statement presentation

For clearer presentation of consolidated statement of operations, income and expenses relating to projects are presented separately as project funds. In addition, on the balance sheet, the insurance fund is presented within "Capital" as it is the Foundation's own self-managed group insurance.

## 3. DISCLOSURE ON BALANCE SHEET AND STATEMENT OF OPERATIONS ITEMS

### 3.1. Cash and cash equivalents

|                             | 2018              | 2017             |
|-----------------------------|-------------------|------------------|
| At Head Office              | 8,677,665         | 2,962,830        |
| In the field                | 711,690           | 853,7316         |
| Insurance Fund related cash | 2,236,428         | 3,371,077        |
| <b>Total</b>                | <b>11,625,783</b> | <b>7,187,638</b> |

### 3.2. Other short-term receivables

|                            | 2018           | 2017           |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Cash advances to employees | 17,333         | 33,709         |
| Income tax receivable      | 216,486        | 3,199          |
| Others                     | 58,238         | 71,734         |
| <b>Total</b>               | <b>292,057</b> | <b>108,642</b> |

Income tax receivable as of 31 December 2018 includes CHF 210,000 refund of 35% tax withheld on dividend received by FSD from Crosstech.

### 3.3. Prepaid expenses and accrued income

|                                            | 2018             | 2017             |
|--------------------------------------------|------------------|------------------|
| Accrued donations                          | 2,291,178        | 2,619,690        |
| Prepaid expenses related to Insurance Fund | 27,001           | 10,675           |
| <b>Total</b>                               | <b>2,318,179</b> | <b>2,630,365</b> |

## 3.4. Fixed assets

| 2018                     | Equipments | Vehicles | Other Assets | Total     |
|--------------------------|------------|----------|--------------|-----------|
| Cost                     |            |          |              |           |
| Balance 01.01.18         | 107,245    | 757,552  | 67,729       | 932,526   |
| Acquisition / Additions  | 1,485      | 174,707  | -            | 176,192   |
| Sale                     | (4,864)    | -        | -            | (4,864)   |
| Balance 31.12.18         | 103,866    | 932,259  | 67,729       | 1,103,854 |
| Accumulated Depreciation |            |          |              |           |
| Balance 01.01.18         | 88,849     | 390,522  | 67,728       | 547,099   |
| Depreciation             | 17,893     | 243,078  | -            | 260,971   |
| Sale                     | (4,199)    | -        | -            | (4,199)   |
| Balance 31.12.18         | 102,543    | 633,600  | 67,728       | 803,871   |
| Balance 01.01.18         | 18,396     | 367,030  | 1            | 385,426   |
| Balance 31.12.18         | 1,323      | 298,659  | 1            | 299,982   |

| 2017                     | Equipments | Vehicles | Other Assets | Total    |
|--------------------------|------------|----------|--------------|----------|
| Cost                     |            |          |              |          |
| Balance 01.01.17         | 124,221    | 417,328  | 67,729       | 609,278  |
| Acquisition / Additions  | -          | 340,224  | -            | 340,224  |
| Sale                     | (16,971)   | -        | -            | (16,971) |
| Write Off                | (5)        | -        | -            | (5)      |
| Balance 31.12.17         | 107,245    | 757,552  | 67,729       | 932,526  |
| Accumulated Depreciation |            |          |              |          |
| Balance 01.01.17         | 71,248     | 209,798  | 67,728       | 348,774  |
| Depreciation             | 34,559     | 180,724  | -            | 215,283  |
| Sale                     | (16,958)   | -        | -            | (16,958) |
| Write Off                | -          | -        | -            | -        |
| Balance 31.12.17         | 88,849     | 390,522  | 67,728       | 547,099  |
| Balance 01.01.17         | 52,973     | 207,530  | 1            | 260,504  |
| Balance 31.12.17         | 18,396     | 367,030  | 1            | 385,426  |

The acquisitions in 2018 amounted to CHF 176,192 (2017: CHF 340,224). The cash increase from disposals of fixed assets amounted to CHF 4,144 (2017: CHF 9,943) resulting in a net gain of CHF 3,479 (2017: CHF 9,930).

### 3.5. Intangible assets

|                                   | 2018          | 2017          |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Cost of accounting system upgrade | 47,275        | 47,275        |
| Amortization                      | (37,264)      | (29,378)      |
| <b>Total</b>                      | <b>10,011</b> | <b>17,897</b> |

### 3.6. Other short-term liabilities

|                                             | 2018           | 2017           |
|---------------------------------------------|----------------|----------------|
| Payable to employees and others             | 89,432         | 60,733         |
| Payable to implementing partners            | -              | 17,417         |
| Income tax payable                          | 8,466          | -              |
| Other liabilities related to Insurance Fund | 56,338         | 45,975         |
| <b>Total</b>                                | <b>154,236</b> | <b>124,125</b> |

FSD group legal entities are exonerated from paying taxes with the exception of Crosstech SA.

### 3.7. Accrued expenses

|                             | 2018           | 2017             |
|-----------------------------|----------------|------------------|
| Head Office accruals        | 32,770         | 200,462          |
| Accrued field expenses      | 30,043         | 50,344           |
| Accrual for insurance cases | 416,225        | 953,166          |
| <b>Total</b>                | <b>479,038</b> | <b>1,203,972</b> |

### 3.8. Insurance Fund

Insurance Fund is broken down as follows:

|                         | 2018             | 2017             |
|-------------------------|------------------|------------------|
| Premiums                | 1,065,304        | 961,421          |
| Claims Income           | 2,646            | 12,025           |
| Sundry Income           | 218,958          | 188,619          |
| Foreign Exchange Gains  | 94,308           | 78,581           |
| <b>Total income</b>     | <b>1,381,216</b> | <b>1,240,646</b> |
| Premiums (RMS)          | 550,985          | 444,097          |
| Claims Expenses         | 15,000           | 84,966           |
| Sundry Expenses         | 399,232          | 415,521          |
| Foreign Exchange Losses | 106,682          | 54,373           |
| <b>Total expenses</b>   | <b>1,071,899</b> | <b>998,957</b>   |

**Net result** **309,317** **241,689**

Claims income refers to amounts FSD received and accrued from the Insurance Company or broker while the claims expenses pertain to the accrual of expenses and payments related to the beneficiary/employees who suffered from loss or injury.

### 3.9. Direct project, fundraising and administrative expenditure

| 2018                                                                | Direct Project    | Fundraising    | Administrative   | Total             |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|------------------|-------------------|
| Staff costs                                                         | 6,542,008         | 64,508         | 880,760          | 7,487,276         |
| Travel costs                                                        | 507,274           | 323            | 44,885           | 552,482           |
| Equipment, vehicles, rentals                                        | 1,422,188         | -              | 6,932            | 1,429,120         |
| Operational consumables, repairs and maintenance                    | 1,367,825         | -              | 3,620            | 1,371,445         |
| General and office costs                                            | 543,466           | 5,401          | 181,920          | 730,787           |
| Professional fees                                                   | 214,049           | 800            | 55,811           | 270,660           |
| Bank charges                                                        | 24,881            | 113            | 4,650            | 29,644            |
| Insurance charges                                                   | 189,412           | -              | 23,486           | 212,898           |
| Telecommunication costs                                             | 71,449            | -              | 38,209           | 109,658           |
| Public fundraising costs                                            | -                 | 417,228        | -                | 417,228           |
| Publications & other communication & promotion expenses             | 22,008            | -              | 20,028           | 42,036            |
| Depreciation and amortization                                       | -                 | -              | 268,857          | 268,857           |
| HQ & implementing partner's overhead expenditure billed to projects | 928,941           | -              | -                | 928,941           |
| <b>Total</b>                                                        | <b>11,833,501</b> | <b>488,373</b> | <b>1,529,158</b> | <b>13,851,032</b> |

| 2017                                                                | Direct Project    | Fundraising | Administrative   | Total             |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------|------------------|-------------------|
| Staff costs                                                         | 5,967,373         | -           | 818,331          | 6,785,704         |
| Travel costs                                                        | 469,687           | -           | 55,569           | 525,256           |
| Equipment, vehicles, rentals                                        | 815,071           | -           | 4,338            | 819,409           |
| Operational consumables, repairs and maintenance                    | 1,478,381         | -           | 2,351            | 1,480,732         |
| General and office costs                                            | 482,087           | -           | 233,833          | 715,920           |
| Professional fees                                                   | 187,091           | -           | 84,140           | 271,231           |
| Bank charges                                                        | 26,022            | -           | 4,502            | 30,524            |
| Insurance charges                                                   | 162,653           | -           | 17,128           | 179,781           |
| Telecommunication costs                                             | 60,392            | -           | 45,925           | 106,317           |
| Public fundraising costs                                            | -                 | -           | -                | -                 |
| Publications & other communication & promotion expenses             | 21,204            | -           | 16,643           | 37,847            |
| Depreciation and amortization                                       | -                 | -           | 241,514          | 241,514           |
| HQ & implementing partner's overhead expenditure billed to projects | 842,950           | -           | -                | 842,950           |
| <b>Total</b>                                                        | <b>10,512,911</b> | <b>-</b>    | <b>1,524,274</b> | <b>12,037,185</b> |

### Public fundraising campaigns

In 2018, FSD has organized for the first time a campaign of recruitment of private donors in western Switzerland. FSD has subcontracted this activity to an experienced partner organization. The total cost for 8 months of fundraising amounted to CHF 488'373 of indirect and direct expenses (2017: CHF 0).

The City of Geneva has generously allocated regularly various locations in the city for the above fundraising activity. Instead of collecting the rental amounts for these locations (total of CHF 4'410), the City has donated the amount to FSD as a contribution to the costs of the campaign.

### 3.10. Staff-related costs can be split as follows:

|                                      | 2018             | 2017             |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| Wages and salaries                   | 5,668,963        | 5,060,206        |
| Social insurance and social benefits | 1,818,313        | 1,725,498        |
| <b>Total</b>                         | <b>7,487,276</b> | <b>6,785,704</b> |

### 3.11. Intercompany transactions

The following intercompany transactions were not eliminated in the consolidated financial statements same as for the overhead costs billed to projects funds:

#### a) Rental income derived by Crosstech (in CHF):

|                                    | Unrestricted | Projects       | Total 2018     | Total 2017     |
|------------------------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|
| Fondation Suisse de Déminage (FSD) | -            | 489,434        | 489,434        | 461,413        |
| Association FSD France             | -            | 82,180         | 82,180         | 28,016         |
| <b>Total</b>                       | <b>-</b>     | <b>571,614</b> | <b>571,614</b> | <b>489,429</b> |

#### b) Insurance income derived by Risk Fund (in CHF)

|                                                            | Unrestricted  | Projects       | Total 2018       | Total 2017     |
|------------------------------------------------------------|---------------|----------------|------------------|----------------|
| Staff (International and National Staff Insurance)         | 70,133        | 780,886        | 851,019          | 778,468        |
| Insurance cost (Third party liability and Asset insurance) | 23,486        | 190,723        | 214,209          | 178,202        |
| <b>Total</b>                                               | <b>93,619</b> | <b>971,609</b> | <b>1,065,228</b> | <b>956,670</b> |

### 3.12. Employee benefits

Employees located in Switzerland are insured against economic consequences of old age, invalidity and death, according to the provision of the Federal Law for occupational benefits, old age and survivors (LPP) by Swiss Life. According to the defined contribution plan covered by the collective foundation, the employees and employer pay determined contributions. With this plan, net returns on assets do not influence contributions and the final provision is not guaranteed. Risks are supported by the collective foundation; no information about economic benefit or economic liability is available.

The annual employer and employee contributions to the pension plan for the year 2018 (including prior years LPP adjustments) amounted to CHF 225,185 (2017: CHF 187,985).

Expatriates who do not have their domicile in Switzerland do not benefit from the pension plan.

### 3.13. Remuneration of Council of Foundation and Management Members

FSD Group council members are appointed on a voluntary basis. They received no remuneration for their mandate. In 2018 and in 2017, the President of the Foundation Council did not receive payment for services rendered to the organization beyond his formal functions.

The Management Team in Geneva is led by the director and includes the deputy director, the head of operations and his deputy. The Management Team, under the supervision of the Board, decides on matters of strategic, political and institutional relevance as well as on operational and administrative matters. In 2018, the Management Team members held meetings once a month on average. For the year 2018, the total amount of remuneration paid to the members of the Management Team was CHF 593,128 (2017: CHF 644,628).

### 3.14. Other information

#### External auditors' fees

External auditors' fees for the annual examination of accounts of the FSD group and entities amount to CHF 33,260 in year 2018 (2017: CHF 36,008).

### 3.15. Liabilities to personnel welfare institutions

As at 31 December 2018, FSD Group has a net liability of CHF 25,095 towards the welfare institutions (2017: CHF 0).

### 3.16. Contingent liability

As at 31 December 2018, FSD Group has no contingent liability.

### 3.17. Subsequent events

There have not been any significant post closure events that would have an impact on the 2018 financial statements.

### 3.18. Program Summary by Country and Donors

|                                                                             | Afghanistan | Central African Republic | Chad      | Colombia    | Iraq        | Libya    | Philippines | Tajikistan | Ukraine     | Unrestricted | TOTAL               |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------------------|-----------|-------------|-------------|----------|-------------|------------|-------------|--------------|---------------------|
| <b>DONORS</b>                                                               |             |                          |           |             |             |          |             |            |             |              |                     |
| Agenzia Italiana per la Cooperazione Allo Sviluppo (AICS)                   |             |                          |           |             |             | 48'358   |             |            |             |              | 48'358              |
| AGETIP CAF (AFD)                                                            |             | 37'328                   |           |             |             |          |             |            |             |              | 37'328              |
| Canada (Department of Foreign Affairs and Int'l Trade)                      |             |                          |           |             | 1'014'053   |          |             |            | 1'807'138   |              | 2'821'191           |
| Canton of Geneva                                                            |             |                          |           |             | 125'000     |          |             |            |             |              | 125'000             |
| City of Geneva                                                              |             |                          |           |             | 75'000      |          |             |            |             |              | 75'000              |
| Common Humanitarian Fund (CHF)                                              |             | 262'164                  |           |             |             |          |             |            |             |              | 262'164             |
| Cooperazione Internazionale (COOPI)                                         |             |                          |           |             | 63'735      |          |             |            |             |              | 63'735              |
| EuropeAid                                                                   |             | 5'808'007                | 1'147'671 |             |             |          | 1'159'534   |            |             |              | 8'115'212           |
| Gemeinsam Gegen Landminen (GGL) Austria                                     | 6'890       |                          |           |             | 41'077      |          |             |            | 16'986      |              | 64'953              |
| Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD)               |             |                          |           |             | 4'102       |          |             |            |             |              | 4'102               |
| Municipality of Cologny                                                     |             |                          |           |             | 5'000       |          |             |            |             |              | 5'000               |
| PATRIIP Foundation                                                          | 96'382      |                          |           |             |             |          |             |            |             |              | 96'382              |
| Partners and private donors                                                 |             | 19'327                   |           |             |             |          |             | 386'848    |             | 356'488      | 762'663             |
| Private foundation Geneva                                                   |             |                          |           |             | 100'000     |          |             |            |             |              | 100'000             |
| United Nations Children's Emergency Fund (UNICEF)                           |             |                          |           |             |             |          |             |            | 86'622      |              | 86'622              |
| US Department of State (PM/WRA)                                             | 1'001'093   |                          |           | 1'431'723   | 2'957'296   |          |             | 627'173    |             |              | 6'017'285           |
| Reversal of 2017 accrued income                                             | (167'375)   |                          | (284'141) | (273'613)   | (520'737)   |          |             | (156'445)  | (442'004)   |              | (1'844'315)         |
| <b>TOTAL CONTRIBUTIONS</b>                                                  | 936'990     | 6'126'826                | 863'530   | 1'158'110   | 3'864'526   | 48'358   | 1'159'534   | 857'576    | 1'468'742   | 356'488      | <b>16'840'680</b>   |
| Overhead for field management costs                                         |             |                          |           |             |             |          |             |            | 24'161      |              | 24'161              |
| Foreign exchange differences (in contributions) absorbed by FSD Head office | (2'743)     | (11'528)                 | 11'580    |             | 2'230       | (46)     | (14'508)    | (329)      | 1'130       |              | (14'214)            |
| <b>Subtotal</b>                                                             |             |                          |           |             |             |          |             |            |             |              | 9'947               |
| <b>TOTAL INCOME AND FINANCIAL RESULT</b>                                    | 934'247     | 6'115'298                | 875'110   | 1'158'110   | 3'866'756   | 48'312   | 1'145'026   | 857'247    | 1'494'033   | 356'488      | <b>16'850'627</b>   |
| <b>Direct Expenditures</b>                                                  |             |                          |           |             |             |          |             |            |             |              |                     |
| Direct project expenditures                                                 | (910'348)   | (2'062'884)              | (720'907) | (1'052'853) | (3'232'604) | (48'312) | (891'898)   | (670'741)  | (1'314'013) |              | (10'904'560)        |
| HQ overhead charged to projects                                             | (83'802)    | (144'066)                | (50'463)  | (105'257)   | (268'682)   |          | (61'976)    | (60'727)   | (151'069)   |              | (926'042)           |
| Implementing partner's overhead charged to projects                         |             |                          |           |             | (2'899)     |          |             |            |             |              | (2'899)             |
| <b>TOTAL DIRECT EXPENDITURES</b>                                            | (994'150)   | (2'206'950)              | (771'370) | (1'158'110) | (3'504'185) | (48'312) | (953'874)   | (731'468)  | (1'465'082) |              | <b>(11'833'501)</b> |
| Net ordinary result before closed projects                                  | (59'903)    | 3'908'348                | 103'740   |             | 362'571     |          | 191'152     | 125'779    | 28'951      | 356'488      | 5'017'126           |
| Deferred projects' income (Project Fund) at beginning of year               | 59'900      | 341'122                  |           |             |             |          | 355'984     |            | 51'712      |              | 808'718             |
| Transfer of balance of closed projects                                      | 3           |                          |           |             |             |          |             |            |             | (356'488)    | (356'485)           |
| Deferred projects' income (Project Fund) at end of year                     |             | 4'249'470                | 103'740   |             | 362'571     |          | 547'136     | 125'779    | 80'663      |              | 5'469'359           |

# L'ÉQUIPE FSD FSD TEAM

## CONSEIL DE FONDATION | FOUNDATION COUNCIL

Jürg Streuli, Président, President

Nawal Aït-Hocine | Stéphane Felder | Claudia Grassi | Thomas Kodiak | Henri Leu | Gil Mottet | Michel Roch

## ORGANE DE RÉVISION | AUDITORS

Mazars - Audit & Advisory Services Industry, Geneva, Switzerland

## PERSONNEL SIÈGE | STAFF AT HEADQUARTERS

Hansjoerg Eberle, Directeur, Director

Benedikt Truniger, Directeur adjoint, Deputy Director

Matthew Wilson, Chef des opérations, Head of Operations

Alex van Roy, Chef adjoint des opérations, Deputy Head of Operations

Denise Soeslio, Chef de projet, Project manager

## SUPPORT ET AUDIT PHILIPPINES | SUPPORT AND AUDIT PHILIPPINES

Arlene Calalo, Victoria Bueno, Marie Jo Abella, Ghel Amponget, Lorna, Andin, Ginalyn Antiguio, Ginamay Awakan, Mario III Basista, Clara Borres, Liana Shane Busalpa, Ryan Jay Cajucum, Jaydee Camposano, Ron Lester Camposano, Arnulfo Jr. Canoy, Margarito Jr. Cinco, Kishalyn Dapdapig, Karen Marie Donato, Marvin Dumogdog, John Franz Kevin Duque, Mary Jane Fabul, Maricar Hontiveros, Philippe Joseph Lalwet, Christine Jane Lopez, Edmon Malitao, Kayla Michell Paclay, May Ann Paras, Jaycar Peralta, Maricon Queddeng, Rizalina Rabadon, Jho Marie Reyes, Renee Ellyn Roque

## PERSONNEL | STAFF

**PHILIPPINES | MINDANAO** Anthony Thomas Fish, Sofia Miranda Cogollos, Craig Dreghorn, Sittie Fairodz Abutazil, Jenny Anne Apias, Namra Bagundang, Rex Daag, Monah-Alim Datumanong, Merlene Degay, Fairuss Ebus, Pasila Guiaman Jr., Rudy Lumapinet, Sonny Romasanta, Suhaima Sablani, Purificacion Alviar, Abdulrakman Kako, Thong Maidumama, Pendatun Datumanong, Alfredo Lubang, Al-Hamid Abu, Norhaya Yusoph, Datu Mohammad Benito

**AFGHANISTAN | AFGHANISTAN** Philluppus Jakobus Fouche, Ismoil Abdulloev, Niyaz Mohammad Nickhowah, Mohammad Shoaib Siddiqi, Sharifullah Amiri, Assadullah Sakhi Zada, Bashir Ahmad Mohammad Sarwar, Jumaulah Abdul Khaliq, Abdullah Mohammad Hakim, Abdul Qadeer Sadullah, Abdul Fattah Nazar Mohammad, Amanullah Shahrahmatullah, Mohammad Sarwar Mohammad Sharif, Mohammad Hamid Mohammad Omar, Mohammad Farid Sarwari, Abdul Qayoum Ahmadi, Jawid Bayani, Alawat Shah Gul Mohammad, Mohammad Aslam Shah Abdul Khair, Noor Khan Sarwar Shah, Muhibullah Habib Jan, Abdul Salam Sardar Mohammad, Abdul Azim Mohammad Esa, Hamidullah Abdullah, Ewaz Nayeab, Mohibullah Abdul Rahim, Raz Mohammad Orzi Mohammad, Sayed Hasan Qadruddin, Nimatullah Bacha Shirin, Barakatullah Edibig, Tarajuddin Merajuddin, Shirin Shah Miram Shah, Ziyarat Shah Zahir Shah, Rahmat Big Mazam Big, Faiz Mohammad Azizi, Dawod Abdul Majid, Mujibullah Shirzad, Mohammad Ishaq Faqiri, Nasir Ahmad Ewaz Mohammad, Rahmatullah Ismatov, Muradali Juraev, Amirbek Quwatov, Hasan Najmudinov, Hangoma Salomova, Arzugal Mansurova, Guljan Nazri Mazar, Haidar Mohammad Assadullah, Sakhi Andalib, Dawlat Shah Mohammad Shah

**IRAQ | IRAQ** Peter David Smethers, Steve Kosier, Steven Munro, Albert Schevey, Andrew John Nuttall, Cherry Moradillo, Markus Schindler, Kaka Kaka, Farhang Maml, Jutyar Tofiq, Luqman Abdalwahid, Aso Mohammed, Ashty Rasool, Hameed Mala, Ahmed Saeed, Peshawa Mohammed, Bakhtyar Radha, Mohammed Mohammed, Shwan Abdalla, Handar Ahmed, Kamaran Karim, Fread Ameen, Sherzad Azeez, Mudhafar Ibrahim, Saman Hameed, Luqman Hasan, Ahmed Kareem, Bakhtyar Mahmood, Kareem Shareef, Talib Shawkat, Dhahir Taher, Sabri Hamad Shin, Shirwan Qadir, Ismail Azeez, Khalid Ali, Saman Saeed, Kawa Hama Rashid, Shareef Mustafa Muhammed, Rami Muhammed, Himdad Abdulla, Majeed Majeed, Muthana Ahmed, Zana Hama Salih, Waleed Qadir, Rafiq Ahmed, Dana Othman, Nawzad Ahmed, Ako Rasul, Omar Hama Amin, Omar Rasul, Namr Khorsheed, Najat Kareem, Khalil Mahamad Faris, Salim Khursheed, Fairouz Ghafoor, Abbas Rasul, Muhsin Mohialdeen, Sadir Ahmed, Mohammed Rasul, Yusif Abdulla, Mardin Abdalrahman, Vian Ahmed, Qasim Mohammed Khalaf, Hidayat Ahmed, Rebwar Salih, Samal Saeed, Khalid Mahmood, Uday Maree, Qaiser Abduljalil, Khalid Muhammed, Ghanim Abdulla, Abdulrahman Ibrahim, Khalid Hmedan, Abdulla Farhan Daham, Wisam Hmedan, Abdulsamad Mahmood, Fazaa sayer, Sara Dawud, Shatha Nasir, Baha Husen, Muhammed Muhammed, Mohammed Kaka, Majid Habeeb, Salah Qadir, Sufyan Ali, Muhammed Hasan Muhammed, Omar Muhammed, Maha Muhammed, Ban Sultan

**TADJIKISTAN | TAJIKISTAN** Din Mohammad Nickhwah, Christopher Rennick, Inna Finkelshtein, Aziz Mahmadoev, Faiziddin Mustafoev, Zamira Oimahmadova, Samad Mastibekov, Hushvaht Nazipov, Jamshed Nosirov, Vafo Pallaev, Saidakbar Tumanov, Muboraksho Salimov, Shavkat Asmatbekov, Suhrob Mirzorahimov, Masnav Bodurov, Solehjon Saidasanov, Faizullo Nasrulloev, Abdunaimjon Ibragimov, Amirali Sharipov, Nigora Yuldasheva

**UKRAINE | UKRAINE** Anthony Gerard Connell, Willem Adriaan Venter, Olena Kryvova, Raisa Dmytrychenko, Olexander Sugera, Olga Tsymbal, Kateryna Grybinichenko, Anton Kryvov, Viktor Grygor'ev, Valentyna Latushko, Serhii Pikalov, Yuliia Katelik, Iaroslav Diomyn, Mykhajlo Aseev, Dmytro Skladniev, Marharyta Sinenko, Valeriia Nepokryta, Dmytro Kovalov, Pavlo Kachur, Olena Ivanina, Kateryna Torchilo, Yuliia Boiko, Olexiy Kolbun, Stanislav Guselnykov, Anatolii Radchenko, Volodymyr Runov, Maryna Nosikova, Oleg Derkach, Yurii Hnelytskyi, Roman Gavryliuk, Arkadii Khrystiuk, Kostiantyn Vivdenko, Andrii Semerenko, Iurii Hora, Oleksandr Logovychov, Illia Rishko, Andrii Lisniak, Maksym Katelik, Kristina Ponomarova, Bohdan Khmelovyi, Igor V'iuzhanin, Roman Skliarov, Viktor Khoroshavtsev, Kateryna Sopilka

**COLOMBIE | COLOMBIA** Carlos Afonso Gallegos, Paulo Alexandre Santos Dias, Jose Antoine Diaz, Conrad Botha, Ikram Shehu, Sandra Sguerra Castañeda, Fernando González Farfán, Sandra Patricia Salas Quijano, Sebastián Tovar Jaramillo, Cristhian Alejandro Rodríguez

**TCHAD | CHAD** Eugenio Balsini, Olivier Richard Shu, Michel Belkassam, Rodney Allah-Asra Nan-As-Guer

**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | CENTRAL AFRICAN REPUBLIC** Jean-Louis Delaite, Elisabeth Marty, Christophe Roy, Chantal Le Berre, David William Perry, Jomarrey Labrague

# DONATEURS DONORS



Foreign Affairs, Trade and  
Development Canada



Commune de  
Cologny



GEMEINSAM GEGEN LANDMINEN  
TOGETHER AGAINST LANDMINES  
ENSEMBLE CONTRE LES MINES



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENÈVE



GICHD



Stifter-helfen



& PARTNERS AND PRIVATE DONORS

CRÉDIT PHOTO | **PHOTO CREDIT**

Alexandre Streuli, alexandre-streuli.com

GRAPHISME | **GRAPHIC DESIGN**

PK20.CH, FSD

TRADUCTIONS | **TRANSLATIONS**

DEMAN Traductions SAS, www.jmtrad.com

IMPRESSION | **PRINT**

BAN SA, ATAR Roto Presse SA, Genève

NOMBRE D'EXEMPLAIRES | **NUMBER OF COPIES**

1'800

© FSD, 2019

